

*l'Anti*capitaliste

N°55 | JUIN 2014 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



EXTRÊME DROITE : MAINTENANT LES CHOSES DEVIENNENT SÉRIEUSES



**RÉFORME TERRITORIALE,
UN PROJET AUSTÉRIRE DE
GRANDE AMPLÉUR**



**L'UKRAINE PRISE ENTRE LES
OLIGARQUES ET LES GRANDES
PUISSANCES**



**PORTUGAL : AUSTÉRITÉ
PERPÉTUELLE ET IMPASSE
POLITIQUE**

Sommaire

EDITORIAL

Henri Wilno Après les élections européennes... Danse sur un volcan ? **P3**

PREMIER PLAN

Jean-Philippe Divès L'Ukraine prise entre les oligarques et les grandes puissances **P4**

Opposition de gauche (Ukraine) Après le drame d'Odessa

Pour un mouvement social et ouvrier indépendant ! Pour une Ukraine libre ! **P7**

Syndicat autonome des travailleurs (Kiev) Que s'est-il passé le 2 mai à Odessa ? **P9**

ACTU

Daniel Minvielle Réforme territoriale Un projet austéritaire de grande ampleur **P10**

Ugo Palheta Portugal Austérité perpétuelle et impasse politique **P12**

DOSSIER

Jean-Philippe Divès Extrême droite : les choses deviennent sérieuses **P15**

Bertold du Ryon, Raoul Guerra Le FN, quatre décennies d'une histoire chaotique **P16**

Dominique Laine Municipales 2014 Percée frontiste sur fond de souffrance sociale **P21**

Bertold du Ryon, Raoul Guerra Mains sales, profil bas : le FN au pouvoir **P23**

Julien Salingue Alain Soral, national-socialiste décomplexé **P25**

Gérard Delteil Les milices patronales Fascistes et truands au service du capital **P27**

REPERES

Henri Wilno Février 1934 La fin de Vienne la Rouge **P29**

Henri Wilno Otto Bauer, théoricien de la «révolution lente» **P32**

EN DÉBATS

Hubert Krivine Ne pas laisser le monopole de la raison à nos ennemis **P34**

FOCUS

Yann Cézard Brésil Non, ils ne se calment pas ! **P36**

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication :

Ross Harrold

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0524 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société editrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Au Portugal, en janvier 2013, contre la troïka et le gouvernement. DR.



Après les élections européennes... Danse sur un volcan?

PAR HENRI WILNO

Après les élections européennes, gouvernements et Commission entendent bien s'arc-bouter sur les politiques antérieures. L'extrême droite, qui prospère sur le terreau de la crise économique, veut continuer à capitaliser les mécontentements. Mais, outre des résultats importants de la «gauche de gauche» en Grèce et en Espagne, des éléments d'instabilité essentiels perdurent.

Dès le lendemain des élections, les élus socialistes et du Parti populaire européen (droite) ont repris leurs habitudes de cogestion, les premiers acceptant sans coup férir de présenter le luxembourgeois Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission. Des manœuvres de couloir ont commencé. Les acteurs de ce jeu sont d'accord pour reconduire les politiques suivies depuis le début de la crise. Si Juncker n'est pas désigné, un quasi-clone le sera. Pour les gouvernements et les institutions européennes, c'est «business as usual»: les rouages de la machine austéritaire vont être graissés par une Commission renouvelée et le traité transatlantique, machinerie antisociale et anti-écologique, continuera de se négocier.

UNE MONTÉE DES PARTIS NATIONALISTES

Ces élections ont été marquées dans la plupart des pays par la montée des courants nationalistes et anti-immigrés. Ces courants ne sont pas homogènes : on peut distinguer les partis nationalistes (type UKIP britannique), les partis d'extrême droite qui tentent de paraître respectables (comme le Front national) et les partis ouvertement fascistes, voire néonazis, comme le Jobbik hongrois ou l'Aube dorée grecque (qui souffre peu de l'inculpation de ses principaux dirigeants). Leurs résultats sont la réfraction de la crise économique dans un contexte de recul du mouvement ouvrier. S'ils ne représentent pas aujourd'hui une alternative de pouvoir, ils entendent bien peser, notamment sur les politiques à l'égard des immigrés. La droite traditionnelle (qui perd pas mal de sièges au parlement européen, tout en y restant le premier groupe politique) est ébranlée par la montée des nationalistes. Les sociaux-libéraux, qui gèrent l'Europe en commun avec la droite, enregistrent un recul global limité, mais avec de fortes disparités nationales : Hollande et les socialistes français sont au fond du trou, mais Renzi gagne largement en Italie et le PS portugais progresse.

DES RÉSULTATS DISPARATES À LA GAUCHE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Les organisations à la gauche des socialistes obtiennent ensemble un peu plus de sièges, mais les choses sont en fait contrastées : avec par exemple, une progression forte en Grèce et en Espagne, un quasi statu quo en Allemagne, et un recul global en France (le Front de gauche se maintenant, alors qu'il espérait progresser, et le NPA régressant fortement). En Grèce, le bon résultat de Syriza fragilise un peu plus la coalition gouvernementale. Au Portugal, le parti communiste progresse tandis que le Bloc de gauche recule nettement. En Espagne, la coalition autour d'Izquierda Unida progresse sensiblement et Podemos, de création toute récente, remporte un

succès important avec cinq sièges au parlement européen. Il est difficile de dégager une logique globale : certes, c'est dans les pays où il y a eu les luttes les plus fortes contre l'austérité que les résultats sont les meilleurs, mais les partis de la «gauche de gauche» restent souvent des organisations aux performances électorales instables.

UN SITUATION INSTABLE

Dans la période qui vient peuvent s'amalgamer éléments de la crise globale de l'Union européenne et retombées des situations nationales. La désaffection vis-à-vis des institutions et des politiques de l'Union européenne est patente et la crise économique loin d'être résorbée. La victoire de l'UKIP aux élections britanniques oblige le premier ministre anglais à tenir son engagement d'un référendum sur la sortie de l'Union européenne : un vote en faveur de la sortie ébranlerait probablement tout l'édifice européen (même si la Grande-Bretagne n'est pas dans l'euro). Le succès de l'extrême droite pèsera, en particulier en France. La crise ukrainienne fait remonter les penchants nationalistes dans tout l'Est de l'Europe. L'avenir de l'Union européenne n'est pas un «long fleuve tranquille»; les dirigeants européens dansent sur un volcan. Mais pour qu'une crise de l'Union européenne débouche sur une issue progressiste, il faut que «ceux d'en bas» s'en mêlent. Outre la situation grecque (avec un succès possible de Syriza aux législatives prévues pour 2015), les politiques d'attaque contre les droits sociaux menées par des politiciens de plus en plus déconsidérés peuvent entraîner dans certains pays des crises sociales et politiques. Elles modifieraient les conditions d'intervention des anticapitalistes et révolutionnaires à l'instar de ce qui s'est passé en Espagne depuis le mouvement des Indignés. Dans l'immédiat, la lutte pied à pied contre l'austérité et l'extrême droite est un impératif. □

Juncker, adoubé par Angela Merkel. DR.



L'Ukraine prise entre les oligarques et

Un autre scrutin se déroulait le 25 mai en Europe : celui qui a vu la victoire à Kiev de Petro Porochenko, élu président dès le premier tour avec près de 55 % des voix. L'absence d'enthousiasme populaire traduit cependant le sentiment, largement répandu, que tous les problèmes des travailleurs et du peuple ukrainiens restent entiers.

Surnommé le « roi du chocolat » après avoir fait fortune dans l'industrie du cacao et de la confiserie, également propriétaire d'entreprises de production et distribution automobiles, d'un chantier naval et de plusieurs médias, Porochenko est l'un des principaux oligarques du pays. Déjà deux fois ministre – la seconde sous Ianoukovitch –, il s'était positionné précocement en faveur du mouvement de Maidan et a sans doute été perçu comme celui qui, parmi les 21 candidats, était le plus à même de défendre l'indépendance et l'unité du pays.

Traversant une situation économique catastrophique – avec notamment une monnaie qui s'est dévaluée de 50 % au cours des derniers mois –, l'Ukraine est au même moment confrontée aux pressions économiques de la Russie (avec à nouveau des menaces de coupure de son approvisionnement en gaz) et à la guerre (de basse intensité, mais guerre tout de même) que l'ancienne puissance coloniale a fomenté et alimente dans l'est du pays. C'est dans cette situation que Porochenko, partisan de longue date du rapprochement avec l'Union européenne, va maintenant tenter d'appliquer les mesures d'austérité drastiques que celle-ci et le FMI exigent de l'Etat ukrainien. Autant dire que toute perspective d'amélioration des conditions économiques et sociales est plus qu'incertaine.

« JUNTE FASCISTE », LA FIN DU MYTHE

La seule bonne nouvelle est peut-être que cette élection a mis à bas le mensonge poutinien, complaisamment relayé par de larges secteurs de la gauche française et internationale (post-stalinienne ou maoïste, castriste ou chaviste – sans oublier, sur un mode un peu plus *soft*, le Parti de gauche), de l'existence d'une « junte fasciste de Kiev ». Les deux candidats de l'extrême droite fasciste ou fascisante, Svoboda et

Pravyi Sektor, qui selon cette propagande aurait dominé ou influencé décisivement un « Etat nazi », n'y ont en effet pas totalisé 2 % des voix. Et Svoboda perd naturellement les trois ministres (et non sept ou huit, comme certains le ressassaient) dont il disposait au sein du gouvernement intérimaire, constitué en fonction des résultats des législatives de 2012, où cette formation avait obtenu 10,5 % des voix.

Ajoutons que dans son affrontement avec l'Ukraine, la Russie bénéficie du soutien de la plupart des partis d'extrême droite

en Europe; notamment, en France, le Front national, mais aussi les formations les plus clairement fascistes. Parmi elles, l'Aube dorée grecque qui, dans une déclaration du 27 février 2014, dénonçait le fait que « les Américains, les Allemands et les Sionistes, qui attaquent les peuples nationalistes dans toute l'Europe, avec pour cibles premières la Grèce et Aube dorée, travaillent maintenant directement avec le parti nazi en Ukraine, parce que cela sert leurs intérêts géopolitiques. L'Aube dorée soutient des élections libres (...) et non les vautours de l'usure internationale à Washington et Berlin. »

Pravyi Sektor exprima alors son incompréhension et amertume, en rappelant qu'elle avait manifesté devant l'ambassade de Grèce quand l'Aube dorée avait été réprimée. Mais les néonazis grecs confirmèrent la rupture après un rencontre entre le chef de Pravyi Sektor, Dmitri Yarosh, et l'ambassadeur israé-



DR.

et les grandes puissances

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

lien à Kiev, Reuven Din El, au cours de laquelle le premier avait assuré le second que son mouvement n'était pas antisémite, lui offrant même de collaborer face à tout danger de ce type. A l'issue de cette rencontre, les deux interlocuteurs étaient convenus de rester en contact permanent à travers une *hot-line*¹. Le dirigeant d'Aube dorée, Ilias Panagiotaros, en tira la conclusion que « les nationalistes ukrainiens travaillent pour les Juifs ».

Le soutien de l'extrême droite européenne à Moscou n'a cependant rien d'étonnant quand on considère la politique et le discours (ultranationalistes, homophobes, « eurasiatiques »...) du régime de Poutine. De même voit-on proliférer aujourd'hui dans les régions en guerre du Donetsk et de Louhansk – comme hier en Crimée – les groupes paramilitaires, pro-russes ou venus directement de Russie à l'instar du « bataillon Vostok », qui exhibent toute

une panoplie idéologique réactionnaire – monarchiste, raciste, antisémite voire directement fasciste. Comme l'a exprimé le Mouvement socialiste de Russie, « le prétendu « antifascisme » du Kremlin est incapable de dissimuler le flirt de celui-ci avec l'idéologie fasciste, qui se manifeste dans ses financements en faveur de partis d'extrême droite à l'étranger, son utilisation active des nationalistes russes en tant qu'agents en Ukraine, sa création de milices de cosaques, son encouragement à l'utilisation de déclarations xénophobes et antisémites dans les médias de masse semi-officiels, etc. »²

LE SOULÈVEMENT À L'EST ET MAIDAN

Dans un texte récent, Zakhar Popovytch, dirigeant du groupe socialiste révolutionnaire ukrainien « Opposition de gauche », signalait que le mouvement pro-russe à l'est du pays « est très clairement moins massif et puissant que ne l'a été le Maidan de Kiev. Par exemple, ces derniers mois, ils n'ont pas réussi à organiser un seul meeting de masse, de plus de 1500 personnes à Donetsk. Il y a très peu de tracts ou de journaux, pratiquement pas de discussions (...) Le commandant militaire de la « république populaire du Donetsk » est Strelkov, un ancien officier russe du FSB [successeur du KGB] sous le nom de Girkin, qui est un monarchiste convaincu et un grand admirateur de Denikine [l'un des chefs militaires de la contre-révolution blanche dans la période ayant suivi Octobre 1917]. Tous ces gens pensent que l'indépendance de l'Ukraine n'est qu'une erreur de l'Histoire qu'il faut corriger. Ce qui, comme vous l'imaginez, n'est pas acceptable pour la plupart des Ukrainiens, y compris dans le Donetsk. »³

Une partie de la population des provinces du Donetsk et de Louhansk a visiblement suivi les groupes armés séparatistes, mais elle l'a fait de façon passive. Les référendums dits « d'autodétermination », tenus sous les armes des paramilitaires et sans aucune possibilité d'expression contradictoire, ont évidemment été une farce. La situation économique (encore) meilleure en Russie, avec des salaires et des retraites sensiblement plus élevés, a joué comme en Crimée un rôle d'attraction auprès de certains secteurs, notamment des personnes âgées nostalgiques de l'époque de l'ex-URSS. Combinés à la crise économique, certains errements ultranationalistes du gouvernement transitoire, avec en écho

la propagande sur les « fascistes de Kiev », ont également influé. Mais il est symptomatique que l'on n'ait observé aucun type de mobilisation de masse. Majoritairement, la population s'abstient, même si l'on commence à observer des réactions du mouvement ouvrier et des débuts d'auto-organisation – mais, tout à l'inverse du discours poutinien, pour se protéger des milices fascisantes pro-Moscou.

Dans tous les cas, le contraste avec le mouvement de Maidan est effectivement frappant. Que cette immense mobilisation n'ait cependant pas débouché sur des structures d'auto-organisation un peu durables et ait fini par être – au moins à cette étape – « expropriée » par les oligarques pro-UE à travers leur représentant Porochenko, renvoie à deux phénomènes. Le premier est aujourd'hui commun à la plupart des mouvements protestataires ou insurrectionnels dans le monde, qui savent ce qu'ils rejettent mais pas vraiment pour quel projet politique et de société alternatif ils pourraient se battre. Le second est spécifique aux sociétés de l'Est post-stalinien, où l'atomisation bureaucratique des travailleurs et en général de la société a détruit les traditions d'organisation collective, en vidant largement de leur contenu l'idée de parti politique comme celle de syndicat.

LA RÉALITÉ DE L'IMPÉRIALISME RUSSE

L'annexion de la Crimée, de population majoritairement russe et avec les bases militaires installées de longue date sur la Mer noire, avait été assez aisée. Il en va autrement dans l'est ukrainien, où les soulèvements contre le gouvernement de Kiev n'ont réussi que dans une minorité de villes et régions russophones (ils ont ainsi échoué à Kharkiv, Dnipropetrovsk, Odessa ou Marioupol) et n'ont qu'une base populaire limitée. En outre, la Russie a aussi ses difficultés. Elle est actuellement confrontée à un net ralentissement économique, subit d'importantes fuites de capitaux et peut difficilement endommager sérieusement ses liens avec l'Union européenne, premier marché d'exportation de ses matières premières. Faute de pouvoir imposer sa volonté à l'Etat ukrainien, les objectifs de Poutine semblent s'être réduits à l'affaiblir et le neutraliser



(voire le diviser) autant que possible.

Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a pas d'un côté «l'impérialisme», compris comme un agrégat indifférencié des puissances occidentales, des Etats-Unis aux Etats centraux de l'Union européenne, et de l'autre côté un pays qui tenterait juste de défendre ses intérêts légitimes face à des velléités d'expansion agressives. Ces dernières sont évidemment réelles, mais elles existent de part et d'autre. Si l'impérialisme est un système de domination et de compétition entre grandes puissances capitalistes, qui pour défendre et améliorer leurs positions tentent de s'imposer à d'autres Etats par des moyens économiques, diplomatiques et militaires, alors la Russie est elle aussi clairement une puissance impérialiste.

Le niveau de développement et la compétitivité de ses industries restent certes limités, mais elle occupe une place centrale sur le marché de l'énergie, avec notamment les deux premiers groupes mondiaux pour le gaz (Gazprom) et le pétrole (Rosneft). Les capitaux russes pèsent par ailleurs pour près de 25% dans la capitalisation boursière de la City de Londres, première place financière en Europe, ils sont absolument déterminants à Chypre et significatifs dans d'autres pays de l'UE. S'y ajoute la reconstitution d'une importante force militaire (avec plus d'un million de soldats et le double de réservistes), disposant toujours de l'arme nucléaire, qui est déjà intervenue directement en Géorgie où elle soutient politiquement et militairement les républiques séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud, comme elle le fait aussi en Transnistrie (Moldavie). La Russie dispose en outre de nombreuses bases militaires à l'étranger, non seulement dans son pré-carré de l'ex-URSS mais aussi à Tartous, le deuxième port syrien. En soutenant à bout de bras la dictature d'Hafez el-Assad, l'impérialisme russe défend ses intérêts de grande puissance au Moyen-Orient. En avançant le séparatisme en Ukraine, territoire pivot entre l'Union européenne et la Russie, et de ce fait pays stratégique, il fait de même sur le continent européen.

EUROPE ET AMÉRIQUE

Les impérialismes occidentaux défendent eux aussi leurs intérêts, mais ceux-ci n'étant pas tout à fait identiques, leur action est loin d'être homogène. Le capitalisme allemand, qui dépend largement de la Russie pour son approvisionnement

énergétique (38% de son gaz) et lui vend en retour près de 40 milliards d'euros de produits manufacturés, est le plus enclin à rechercher des compromis. L'ancien chancelier «social-démocrate» Gerhard Schröder est celui qui symbolise le mieux l'entrelacement des intérêts germano-russes: après son retrait de la vie politique (et les reculs considérables qu'il avait imposés aux travailleurs allemands), cet ami personnel de Poutine a fait carrière d'abord à la présidence de la société de construction du gazoduc Russie-Allemagne détenue majoritairement par Gazprom, ensuite au conseil d'administration de la compagnie pétrolière TNK-BP détenue conjointement par Rosneft et British Petroleum, et il s'apprête maintenant à entrer dans celui du géant pétrolier russe.⁴

Après l'annexion de la Crimée, le gouvernement français a quant à lui refusé tout net d'annuler sa vente à la marine russe de deux porte-hélicoptères de combat Mistral (dont l'un a été baptisé... Sébastopol), tandis que les autorités britanniques précisaient qu'elles ne prendraient aucune mesure vis-à-vis des capitaux russes qui soutiennent les cours de la City. Dans l'ensemble, les réponses européennes sont restées remarquablement mesurées et conciliatrices. On se rappelle aussi qu'à l'apogée du mouvement de Maidan, les ministres des affaires étrangères allemand, français et polonais s'étaient rendus à Kiev où ils avaient négocié la mise en place d'un gouvernement intérimaire sous la présidence maintenue de... Ianoukovitch; un accord que la rue avait cependant rejeté, poursuivant sa mobilisation jusqu'à chasser, deux jours plus tard, le président honni.

Les Etats-Unis s'étaient alors nettement démarqués de la position européenne, comme l'avaient mis en évidence l'interception et la publication, par les services secrets russes, de ces propos fleuris de Victoria Nuland, responsable de l'Europe au Département d'Etat: «*Fuck the UE!*» Beaucoup moins lié économiquement à la Russie, Washington est avant tout préoccupé par ses intérêts stratégiques, qui impliquent d'autant plus une politique de contention de la Russie que celle-ci se rapproche dangereusement de la Chine, le grand concurrent et ennemi potentiel.

D'où les engagements d'Obama à apporter une aide militaire aux Pays baltes, à la Pologne et maintenant à l'Ukraine elle-même, tout en actionnant le levier de l'OTAN que l'impérialisme US contrôle totalement. «*Notre engagement dans la sécurité de la Pologne et dans celle de nos al-*

liés en Europe centrale et orientale est une pierre angulaire de notre propre sécurité et il est sacro-saint», a déclaré Obama le 3 juin à Varsovie. Mais ce choix répond aussi à une autre préoccupation: brider les ambitions de l'impérialisme allemand, ainsi que les velléités d'une politique européenne commune dans le champ de la diplomatie internationale.

L'IMPÉRIALISME NÉOLIBÉRAL EN ACTION

Là où les impérialismes européens et le grand frère nord-américain se rejoignent, c'est dans la mise en œuvre des remèdes traditionnellement infligés aux pays en crise, à travers leur instrument commun, le FMI. Le nouveau prêt de 18 milliards d'euros consenti par ce dernier à l'Ukraine, le 27 mars dernier, est ainsi assorti de conditions drastiques telles qu'une augmentation de 50% des prix du gaz et de l'électricité destinés à la consommation domestique, le licenciement de 20% des employés de l'Etat et une série de hausses d'impôts.

Les conséquences sociales seront évidemment catastrophiques. Et elles risquent d'être encore aggravées par la signature de l'accord de libre-échange projeté avec l'Union européenne, qui conduirait à disloquer le marché intérieur ukrainien tout en faisant disparaître de larges pans de l'industrie nationale.

Le peuple ukrainien se retrouve ainsi, plus que jamais, pris en étau entre les différents impérialismes et ses propres oligarques de l'Ouest comme de l'Est. Seule une mobilisation indépendante de la classe ouvrière, dont le poids objectif est toujours aussi fort que son niveau d'organisation et de conscience reste limité, pourrait lui permettre de s'en dégager. On assiste actuellement aux premières réactions des mineurs et des sidérurgistes de l'est ukrainien, qui font grève pour leurs salaires ou bien forment des milices contre les séparatistes pro-russes, dans ce dernier cas, d'une manière pas toujours autonome par rapport aux oligarques propriétaires de leurs entreprises. La suite dira s'il peut s'agir d'un premier pas dans la voie de l'indépendance de classe. □

¹ Voir le compte rendu de cette rencontre sur le site du quotidien israélien Haaretz, <http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/1.578537>

² «*Travailleurs de Russie et d'Ukraine, rassemblez-vous pour l'égalité sociale et nationale!*», déclaration du 17 avril 2014, <http://www.avanti4.be/analyses/article/travailleurs-de-russie-et-d-ukraine-rassemblez>

³ <http://internationalviewpoint/?article3398>

⁴ Voir http://french.ruvr.ru/news/2014_03_04/Gerhard-Schr-der-entrera-dans-le-conseil-dadministration-de-Rosneft-4425/

APRÈS LE DRAME D'ODESSA

Pour un mouvement social et ouvrier indépendant! Pour une Ukraine libre!

DÉCLARATION DE L'OPPOSITION DE GAUCHE (UKRAINE)

Les affrontements et le massacre d'Odessa ont mis en évidence les dangers de guerre et de démembrement de l'Ukraine, que seul le développement d'un mouvement ouvrier indépendant peut être en mesure de conjurer¹.

Le meurtre de masse du 2 mai à Odessa ne peut être justifié en aucune façon. L'organisation socialiste «Opposition de gauche» est convaincu que, quelle que soit l'origine des personnes tuées des deux côtés, la force utilisée contre la majorité d'entre elles a clairement dépassé le nécessaire exercice du droit à la légitime défense. Il faut procéder à une enquête impartiale sur ces événements et dénoncer nominalement les provocateurs et les tueurs, qui se trouvaient probablement de chaque côté de la confrontation.

A l'heure actuelle, nous ne pouvons pas encore nommer avec certitude les personnes responsables de ces meurtres, leurs organisations ou leurs groupes. Cependant, nous pouvons voir les conséquences politiques du massacre d'Odessa et nous ne pouvons que constater que des organisations politiques de gauche sont parmi celles qui portent une responsabilité politique.

Il ne fait aucun doute que la violence a été déclenchée et organisée en premier lieu par des groupes ultra-nationalistes et chauvins qui assassinent froidement et tentent d'exploiter le sang versé pour attiser dans la société une hystérie nationaliste bestiale, dans le but de «mobiliser la nation» contre ses «ennemis». Il s'agit réellement pour eux de parvenir ainsi à leur rêve de dictature nazie, qui ne peut être établie que par un bain de sang et par l'intimidation des personnes.

Cet objectif ne sera possible que si les Russes d'Ukraine ne voient en tout Ukrainien qu'un meurtrier «bandériste»² et si les Ukrainiens ne voient dans chaque Russe qu'un «saboteur des services de renseignement russes». Malheureusement, nous sommes arrivés bien trop près de la limite au-delà de laquelle cela peut réellement arriver.

DES MILITANT DE GAUCHE ÉGARÉS

Il semble néanmoins qu'à Odessa, le 2 mai, des militants d'organisations de gauche, qui il y a un an à peine participaient à des manifestations communes contre les restrictions aux libertés et se rassemblaient pacifiquement contre l'introduction d'un code du travail esclavagiste, se sont opposés des deux côtés de la barricade. Les militants de l'organisation «Borot'ba» (La Lutte) étaient présents dans le camp dirigé par les chauvins de droite de la «Odesa Drujina» (Garde d'Odessa). Dans l'autre camp, des

anarchistes et des antifascistes ont pris part à des actions dirigées par leurs adversaires, en particulier des supporters de foot «ultras» de droite. Ce dernier groupe se distingue par sa brutalité particulière à l'encontre de ses adversaires.

Les organisations de gauche ont été incapables de mettre en avant un programme indépendant et distinct de la classe ouvrière. Sans parler du fait qu'elles n'ont pas été en mesure de prendre la tête d'un mouvement de masse, elles n'ont pas été capables de prendre leurs distances, ni même de détourner les masses de la violence fratricide attisée par les mots d'ordre nationalistes. Ces militants de gauche se sont retrouvés dans le piège du soutien inconditionnel à un mouvement relativement large mais qui, ces derniers temps, s'est presque totalement débarrassé de tout objectif socio-économique pour se

Odessa, le 2 mai. Les pompiers tentent d'éteindre l'incendie provoqué par des jets de cocktails molotov après que les paramilitaires se sont réfugiés dans la Maison des syndicats. © napaki.livejournal.



transformer en un mouvement nationaliste. A ce moment, pour les protestataires à Odessa, la capacité ou l'incapacité – ou, en dernière instance le droit même – de l'Etat ukrainien à exister a malheureusement pris plus de poids que les droits des travailleurs en Ukraine, quelle que soit leur nationalité.

Au lieu d'élaborer une stratégie visant à éliminer les oligarchies capitalistes du pouvoir en Ukraine et en Russie, on débat actuellement pour savoir si la création d'un Etat ukrainien était un «*ma-lentendu*» ou «*une erreur historique*».

DES ACTIONS MINORITAIRES

Il n'est donc pas surprenant que les larges secteurs des travailleurs des grandes usines de l'est et du centre de l'Ukraine ne prennent pas part à des actions de protestation de masse. Les mobilisations anti-Maïdan et pro-Maïdan sont aujourd'hui, dans l'ensemble, peu massives et elles ne peuvent en aucun cas être comparées aux puissantes mobilisations de Kiev pendant l'Euro-Maïdan, en janvier et février de cette année. Les radicaux armés restent des petits groupes d'aventuriers, même à Slaviansk, où ils ont pris le pouvoir et se maintiennent clairement par la seule intimidation de la population locale qui, en toute logique, ne veut pas devenir victime de l'opération anti-terroriste du gouvernement.

Il est très douteux que la majorité des habitants de Slaviansk soutiennent l'idée tsariste de ressusciter une «*Russie Une et Indivisible*», qui est l'objectif ouvertement proclamée par l'officier russe Strelkov-Hirkin, le «*commandant en chef*» de la «*République populaire du Donetsk*». En même temps, il est clair qu'ils ne veulent voir à la tête de Slaviansk ni les «*petits hommes verts*» de Strelkov ni aucun autre soldat. Après tout, ils comprennent très bien qu'avec la poursuite de «*l'opération anti-terroriste*», les combats commenceront tôt ou tard dans les quartiers de leur ville et qu'eux – les habitants pacifiques – seront les premiers à en souffrir.

La grande majorité des travailleurs de Slaviansk et Kramatorsk ne prend pas part à ce soulèvement et continue chaque jour à traverser les check-points pour aller travailler. La question d'une grève générale n'a même pas été soulevée. Des gangs de lumpen-criminels locaux et des personnes âgées ignorantes

et nostalgiques de l'URSS sont les principaux partisans de la «*junte de Slaviansk*».

LES POTENTIALITÉS

DU MOUVEMENT OUVRIER

En même temps, il ne fait pas de doute qu'il existe un mouvement ouvrier de masse organisé en Ukraine. Il s'est exprimé à Kryvoï Rog, quand la brigade d'autodéfense des mineurs a empêché l'escalade de la violence dans cette ville lors des tentatives des *titushky* [des voyous recrutés par les autorités et les patrons, NdT] pour attaquer le Maïdan local. Les travailleurs se sont également exprimés eux-mêmes à Chervonograd, dans la région de Lvov, où ils sont intervenus dans le processus politique et ont de facto nationalisé la centrale électrique locale, qui appartient à l'oligarque Rinat Akhmetov.

Le mouvement ouvrier s'est exprimé avec encore plus de force à Krasnodon, dans la région de Lougansk. Là, au cours d'une grève générale, les mineurs ont pris la ville sous leur contrôle. Il est important de souligner qu'ils ne veulent pas s'allier avec les séparatistes «*anti-Maidan*» de Lougansk, tout en déclarant qu'ils ne soutiennent pas non plus les dirigeants oligarchiques bourgeois du Maïdan de Kiev. Ils ont leur propre Maïdan à eux, celui des travailleurs armés de mots d'ordres pour la justice sociale et, contrairement au Maïdan de Kiev, ils ont, quant à eux, la sérieuse intention de réaliser ces mots d'ordre.

Ces travailleurs exigent non seulement une augmentation de leurs salaires, mais aussi la fin du recours à la sous-traitance dans les mines. Il ne s'agissait pas ainsi d'une grève pour de seules raisons économiques, mais d'un mouvement qui a soulevé la nécessité d'une solidarité entre les travailleurs des différents secteurs, un mouvement suffisamment puissant pour prendre toute la ville sous son contrôle. Et cela sans violence, sans blessés, ni tués! La ville a non seulement été prise sans un seul coup de feu, mais aussi sans que personne n'offre la moindre résistance, même partielle.

Naturellement, le mouvement organisé des travailleurs est encore très faible à l'échelle nationale. Les syndicats de classe conscients et vraiment actifs ne sont concentrés que dans quelques centres de l'industrie minière. Mais il est clair cependant que c'est seulement

lorsque les travailleurs interviennent vraiment dans une confrontation qu'il devient possible d'éviter de nombreuses victimes et de calmer l'hystérie chauvine.

DANGER DE GUERRE

ET DE DÉMEMBREMENT

L'émergence dans l'arène politique d'un mouvement ouvrier de classe indépendant reste peut-être la dernière chance de survie pour l'Etat ukrainien aujourd'hui et pour prévenir le développement de la guerre civile qui se déroule sous nos yeux. Si les scénarios de démembrement de l'Ukraine se réalisent, nous ne serons pas en mesure d'éviter une explosion de violence et de meurtres de masse. Et, parallèlement, la confrontation prendra de plus en plus un caractère inter-national et inter-ethnique, à l'opposé d'un caractère de classe. Lorsque la guerre en Yougoslavie a commencé, les forces d'extrême droite étaient également très faibles et marginalisées. Elles n'avaient pas plus de soutien dans la société que Yarosh et Tiahnybok n'en ont aujourd'hui. Mais, après moins d'un an de guerre, les groupes nazis serbes et croates ont commencé à dominer la scène politique yougoslave et à se transformer en grandes organisations de masse.

Si les mineurs des régions de Lougansk, du Donetsk, de Lvov et de Dniepropetrovsk ne parviennent pas à unir leurs efforts pour arrêter cette guerre, nous serons tous entraînés dans une boucherie sanglante. Dans ce cas, la gauche en Ukraine sera détruite pour de nombreuses années. Et il est douteux qu'elle puisse également survivre en Russie.

Les travailleurs de Krasnodon et de Kryvoï Rog ont un besoin urgent de votre solidarité et de votre soutien. La grève de Krasnodon n'est pas terminée, elle a seulement été suspendue pendant les négociations. A Kryvoï Rog, les mineurs se préparent également à la grève au cas où leurs revendications ne seraient pas satisfaites.

Aucun soutien pour les chauvins, quels que soient leurs drapeaux!

Pour une Ukraine ouvrière indépendante et unie!

Pour un mouvement social et ouvrier indépendant! □

¹ Ce texte est repris du site belge Avanti4.be, pour lequel il a été traduit de l'anglais par G. Cluseret. Les intertitres sont de la rédaction de L'Anticapitaliste.

² Du dirigeant nationaliste et collaborateur des nazis, Stepan Bandera (voir L'Anticapitaliste n° 54 de mai 2014).

Que s'est-il passé le 2 mai à Odessa ?

DECLARATION DU SYNDICAT AUTONOME DES TRAVAILLEURS (KIEV)¹

Plus de 40 personnes ont été tuées et près de 200 blessées dans l'affrontement tragique de combattants d'extrême droite, le 2 mai à Odessa. D'un côté, des hooligans de clubs de football et des membres de l'autodéfense de Maidan; de l'autre, des paramilitaires pro-russes et des forces de la police locale.

Cela a commencé quand un groupe d'hommes belliqueux, arborant le ruban de Saint-Georges ou des brassards rouges (également portés par certains policiers), et brandissant gourdins et armes à feu, a attaqué une manifestation «pour l'unité de l'Ukraine» organisée par des hooligans de droite et rejointe par de très nombreux civils. Alors que les affrontements commençaient, la police anti-émeute a protégé les attaquants et collaboré avec eux. Quatre personnes ont été tuées. Il faut savoir que dans les jours précédents, les manifestants anti-Maidan avaient défilé à de nombreuses reprises dans le centre d'Odessa, sans réaction physique de leurs opposants politiques ou de la police.

La foule des civils «pro-Ukraine» ne s'est pas dispersée après les tirs. Exaspérée, elle a commencé à contre-attaquer. Alors que l'affrontement s'intensifiait, des combattants pro-russes se sont retirés en direction du centre commercial Afina, alors bloqué par la police. Sous l'incitation de hooligans, la foule a poursuivi l'autre partie des attaquants et mis à sac le campement anti-Maidan situé près de la Maison des syndicats. Les manifestants anti-Maidan ont fui vers ce bâtiment et en ont barricadé les entrées. Il faut aussi noter qu'Alexei Albu, leader de l'organisation stalinienne Borotba, a personnellement encouragé les manifestants à entrer dans le bâtiment barricadé, bien que lui-même ne s'est jamais joint à eux. Nous considérons que c'est une preuve suffisante pour conduire toute organisation anarchiste ou de gauche dans le monde à rompre tout lien, financier ou d'information, avec cette organisation. Si vous lui envoyez de l'argent, vous financez la guerre civile; en diffusant ses déclarations et en les soutenant moralement,

vous contribueriez à leur propagande guerrière.

Les violences se sont poursuivies quand la foule pro-Maidan a encerclé la Maison des syndicats et que des combattants des deux côtés ont tiré et lancé des cocktails molotov, depuis et vers les toits du bâtiment. A ce jour, il reste diffi-

ciat de l'escalade de ce conflit tragiquement insensé est une division dans la classe ouvrière d'Ukraine. Alors que certains travailleurs menacent d'une grève politique en soutien aux anti-Maidan, plusieurs membres de la (pro-Maidan) Confédération des syndicats libres d'Ukraine ont été kidnappés par des anti-Maidan. Au

Odessa, le 2 mai. Les paramilitaires pro-russes, abrités derrière une ligne de défense de la police anti-émeute (à genoux derrière ses boucliers), tirent sur la manifestation en défense de «l'unité de l'Ukraine». © Napaki.livejournal.



cile de savoir ce qui a principalement déclenché le feu qui a brûlé certains et asphyxié d'autres, jusqu'à la mort.

Nous sommes certains que la violence des hooligans de droite a joué un rôle central dans cette tragédie. Il est clair qu'elle a été planifiée et pensée. Ceux qui doivent être également tenus responsables sont les instigateurs pro-russes et la police qui les a soutenus.

Les membres de notre Syndicat tiennent à exprimer leur profonde affliction pour les victimes. Elles ont été la proie des intérêts de forces qui tentent avec persistance de déclencher une guerre civile en Ukraine. Malheureusement, de larges secteurs de la classe ouvrière sont désorientés et servent à ces forces de simples marionnettes, en donnant leur vie pour des choses et des idées qui n'ont aucun sens. L'effet immé-

diat de l'adoption d'une position unifiée face aux politiques néolibérales du gouvernement, les prolétaires se battent entre eux pour les intérêts de différentes cliques bourgeoises² [...] □

¹ D'orientation anarchiste. Déclaration cosignée par les organisations biélorusses SMOT, Syndicat libre interprofessionnel des travailleurs (coordinateur, Anatoly Matveenko) et Syndicat indépendant [de l'entreprise] Granit (président, Oleg Stahayevich). Texte publié le 5 mai sur le site du syndicat, <http://avtonomia.net/2014/05/05/awu-kiev-statement-odessa-tragedy/>. Traduit des versions anglaise et espagnole par Jean-Philippe Divès. Le titre est de la rédaction de «L'Anticapitaliste».

² Voir également le photo-reportage très complet publié (en russe) sur le site indépendant Napaki.livejournal (<http://napaki.livejournal.com/100072.html>). Il a été repris, et ses textes traduits en anglais, sur le site ukrainien pro-Maidan Inforesist (<http://inforesist.org/photo-fact-what-has-really-happened-in-odessa/?lang=en>). Il faut aussi signaler le «témoignage oculaire d'un socialiste à Odessa», traduit en anglais sur le site People and Nature (<http://peopleandnature.wordpress.com/2014/05/05/darkness-in-may-a-socialist-eye-witness-in-odessa/>).

Réforme territoriale, un projet austère

Sarkozy en rêvait ? Il s'y était engagé mais n'était pas passé aux actes ? Hollande, lui, le fait – en tout cas il va essayer. Après l'ANI, après le pacte de compétitivité, voici la réforme territoriale.

Un nouveau vecteur d'austérité au détriment des salariés et de la population, et aussi un instrument pour renforcer la concurrence entre grandes régions dans le cadre de l'Union européenne.

Dès le lendemain des municipales, Hollande et Valls ont annoncé leur intention de mettre fin au « millefeuille territorial » en divisant par deux le nombre de régions, en accélérant le regroupement des communes, en supprimant les départements ainsi que la « clause générale de compétences », qui permet aux collectivités territoriales (conseils municipaux, généraux et régionaux) d'intervenir dans tous les domaines concernant « les affaires de la collectivité » sans se préoccuper ce que font les autres niveaux.

L'annonce a suscité un bel émoi parmi les élus visés par cette réforme, d'autant plus « abasourdis » par la nouvelle qu'ils venaient de voter, le 27 janvier, la loi MAPTAM (modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) présentée par Marilyse Lebranchu et qui revenait sur diverses décisions prises sous Sarkozy, dont la suppression de la clause générale de compétence pour les départements et les régions. Une nouvelle scène du processus de décentralisation de l'État et

de réforme territoriale venait de commencer...

UN PROCESSUS AU LONG COURS

Ce processus a été mis en chantier avec les lois Defferre de 1982-1983. Il s'agissait, dès le départ, de réformer des structures territoriales qui dataient, avec les communes et les départements, de la révolution de 1789, pour les adapter à l'évolution démographique et économique. Cet « acte I » de la décentralisation donnait le statut de collectivité territoriale aux départements et aux régions (nées en 1972). Le pouvoir exécutif qui était exercé dans les départements par le préfet passait aux mains du président du conseil général, dont les membres étaient désormais élus au suffrage universel direct. Commençaient aussi une série de transferts de compétences de l'État aux collectivités territoriales dont on a pu voir, au fil du temps, qu'elles ne s'accompagnaient jamais des moyens nécessaires à en assumer totalement les fonctions, avec pour conséquence un transfert de charges sur les fiscalités locales et un recul des services rendus à la population.

Raffarin entamait l'« acte II » en 2002-2004, poursuivi en 2008-2011 par Sarkozy, qui mettait des « spécialistes » à contribution pour élaborer des projets de réforme affichant désormais de façon ouverte, crise oblige, l'objectif de réduire les dépenses des collectivités territoriales. En 2008, une « commission pour la libération de la croissance française », présidée par Attali, pondait un rapport plein de « recommandations » visant à « relancer la croissance économique de la France ».

La France compte alors 36 783 communes, 100 départements, 26 régions et plus de 2 580 EPCI à fiscalité propre (intercommunalités, communautés urbaines...). Les « redondances et chevauchements de compétences » entre ces divers échelons territoriaux, disait le rapport, créent à la fois un « éclatement de la responsabilité, la paralysie de la décision, et la déroute de l'administré ». Pour y mettre fin, la commission préconisait de réduire à deux les types de collectivités territoriales : des régions fortes et peu nombreuses et des intercommuna-

lités plus puissantes, notamment des « agglomérations » qui regrouperaient de 60 000 à 500 000 habitants « afin d'atteindre la taille critique qui permet de diminuer le coût des services publics locaux pour le citoyen ». Les départements, qui n'ont plus de place dans ce schéma, devant quant à eux disparaître.

Mais Sarkozy ne franchit pas le pas, disant « [ne pas croire] que les Français sont prêts à renoncer à la légitimité historique des départements ». En réalité, il n'osait pas affronter la fronde des élus menacés par la réforme. Il commandait un autre rapport en 2009 à Balladur, qui tentait de ménager la chèvre et le chou. Les sénateurs (élus par les autres élus...) s'en mêlèrent ensuite, affirmant la pérennité des départements. Le tout aboutit en 2010-2011 à diverses lois et projets de lois avec, entre autres, le remplacement des conseillers généraux et régionaux par un « conseiller territorial » devant siéger dans les deux instances, ainsi que la suppression de la clause générale de compétence pour les départements et les régions.

Puis vint Hollande, sonnait le début de l'acte III. Après être revenu sur les lois Sarkozy avec la loi MAPTAM, il reprend aujourd'hui à son compte, avec Valls, les axes du rapport Attali pour, dit-il, « en finir avec les enchevêtrements, les doublons, les confusions » et faire participer les collectivités locales à « l'effort contre les déficits ». Ils s'appuient pour cela sur un rapport (un autre !) commandé par Hollande à Malvy, président PS de Midi-Pyrénées et Lambert, président de droite de l'Orne, qui y expliquent comment les collectivités territoriales pourront s'accommoder de la coupe à venir de 11 milliards d'euros des dotations de l'État... en délibérant, par exemple, sur le temps de travail des fonctionnaires ! Un système de bonus-malus incitera les communes à se regrouper, à mutualiser leurs ressources, autrement dit à prendre leur place dans la course à la suppression de postes de fonctionnaires. Selon une estimation donnée au journal *Les Echos* par le secrétaire d'État à la réforme territoriale, Vallini, la « suppression des doublons » permettrait d'économiser entre 12 et 25 milliards par an.

Portugal: austérité à perpétuité et in

Le Portugal célébrait récemment les 40 ans de l'éclatement de la « Révolution des œillets »¹, qui mit fin à la dictature salazariste, suscita l'espoir d'une société libérée de la dictature du capital et permit au peuple portugais d'obtenir des conquêtes importantes (protection sociale, services publics, droit du travail, etc.). Mais ces célébrations, officielles ou populaires, se sont faites dans un contexte particulier, celui de la destruction des acquis de cette révolution par les politiques imposées par la troïka et relayées par les partis institutionnels.

Trois ans après la signature du « memorandum of understanding » (négocié par le PS portugais en mai 2011), il est possible de tirer un bilan de politiques qui satisfont à la fois les capitaux étrangers et la bourgeoisie portugaise. En troquant des reculs sociaux de grande ampleur contre l'octroi de prêts, les mesures mises en œuvre ont ouvert aux premiers de nouveaux terrains d'« accumulation par dépossession »² (grâce notamment aux privatisations) et permis à la seconde d'engager le démantèlement des conquêtes du mouvement ouvrier portugais depuis la séquence révolutionnaire de 1974-75.

Politique anti-salariés, l'austérité imposée par la troïka (BCE, Commission européenne, FMI) a visé en particulier à abaisser le coût de la force de travail. Mais il s'agit au moins autant d'accroître ou rétablir les marges des entreprises, portugaises ou étrangères, que d'accélérer brutalement le processus de reconfiguration de l'Europe capitaliste, assurant l'intégration croissante des pays d'Europe du sud³ (mais aussi de l'ex-bloc soviétique) à une division européenne et internationale du travail de plus en plus poussée et dans laquelle ces pays occupent une position de plus en plus dominée, au profit évidemment des puissances du centre (Allemagne, Etats-Unis, etc.).

Quels ont été les effets des politiques menées au Portugal depuis que la troïka a étendu son emprise sur le pays (en s'appuyant sur ce qu'on peut appeler la troïka interne: le PSD, parti de Jose Manuel Duraõ Barroso, le CDS, parti de la droite

réactionnaire, et le PS)? Le premier élément qui saute aux yeux, c'est qu'elles n'ont eu en rien les effets annoncés, bien au contraire puisque la dette publique a explosé, les niveaux de production ont baissé et le chômage a largement augmenté. A l'inverse, ces politiques ont accru la dépendance du pays à l'égard des marchés financiers, abaissé fortement les revenus des travailleurs et donc renforcé les inégalités.

La dette de l'Etat portugais est ainsi passée, entre 2010 et 2013, de 9% à 129% du PIB. Les politiques d'austérité n'ont donc pas seulement échoué à diminuer l'endettement public mais l'ont accru de manière considérable, ce qui s'explique aisément par les effets en chaîne de la baisse des revenus des salariés: recul de la consommation, donc de l'activité économique et des recettes qui en découlent pour l'Etat. La richesse nationale a ainsi décliné en 2011, 2012 et 2013, et la croissance a été tout juste positive en 2014 (+ 0,4%). Au total, on évalue à près de 21 milliards d'euros la destruction de richesses, à prix constants, depuis la signature du memorandum avec la troïka.

On remarquera que cet énorme accroissement de la dette n'a guère suscité le courroux du FMI, de la BCE ou de la Commission européenne, preuve s'il en était besoin que ce n'est pas la dette en elle-même qui est en jeu, puisqu'elle constitue à la fois une manne pour les capitalistes, un mode de disciplinarisation des Etats, mais surtout un prétexte utilisé pour justifier les nombreuses attaques contre les droits et revenus des travailleurs.

LES EFFETS

D'UNE POLITIQUE DE CLASSE

Au Portugal ces trois dernières années, ces attaques ont pris des formes très diverses: facilitation des licenciements, division par trois environ des indemnités de licenciement, moindre paiement des heures supplémentaires, suppression de quatre jours fériés, réduction des congés payés de trois jours, gel du salaire minimum, limites opposées à l'application des conventions collectives, augmentation des taxes payées par tous (et non des impôts touchant les plus fortunés), réduction des retraites et des salaires des fonctionnaires, etc.

Alors que le memorandum prétendait « réduire le risque de chômage à long terme », « promouvoir la création d'emploi » et « améliorer l'employabilité des jeunes et des catégories défavorisées », les conséquences ont évidemment été inverses: un emploi sur sept a été détruit, le taux de chômage officiel est passé de 12,7% à 17,7%, et le nombre de jeunes au chômage a doublé. En outre, 1 million de travailleurs portugais ne travaillent pas plus de 10 heures par semaine. Si bien



et impasse politique

PAR UGO PALHETA

qu'un chiffre permet à lui seul de résumer la situation sur ce plan : un actif portugais sur trois est ou privé d'emploi ou soumis au sous-emploi. Cela sans parler de l'émigration massive de travailleurs portugais – 100 000 par an depuis 2011! –, notamment de jeunes souvent diplômés de l'enseignement supérieur, ce qui abaisse les chiffres du chômage au Portugal.

Les destructions d'emploi induites par les politiques d'austérité ont eu pour conséquence évidente un processus d'appauvrissement des travailleurs portugais (occupés, retraités ou privés d'emploi). Le revenu médian, qui partage en deux la population, est ainsi passé de 439 euros en 2009 à 409 en 2012 (le salaire minimum se situant à 485 euros). Dans le même temps, le taux de pauvreté est passé de 17,9% à 18,7%. Près d'une personne sur cinq disposait en 2012 d'un revenu inférieur à 245 euros ; et cela, avant que les mesures imposées par la troïka aient produit tous leurs effets.

On ne peut s'étonner, dès lors, que les inégalités de revenus aient augmenté. Si l'on retient un seul indicateur,

significatif bien que sommaire, à savoir la part des revenus nationaux accaparés par les 1% les plus riches, elle est passée de 4,3% en 1981 à 9,8% en 2012. Cette tendance à l'augmentation des inégalités constitue évidemment une tendance de long terme que l'on retrouve dans d'autres pays mais, excepté aux Etats-Unis et en Angleterre, on ne la retrouve nulle part dans les pays de l'OCDE avec la même ampleur qu'au Portugal (pour la France par exemple, on est passé dans la même période de 7,6% à 8,1%). Or on peut gager que les deux dernières années ont vu encore s'accroître les inégalités de revenus.

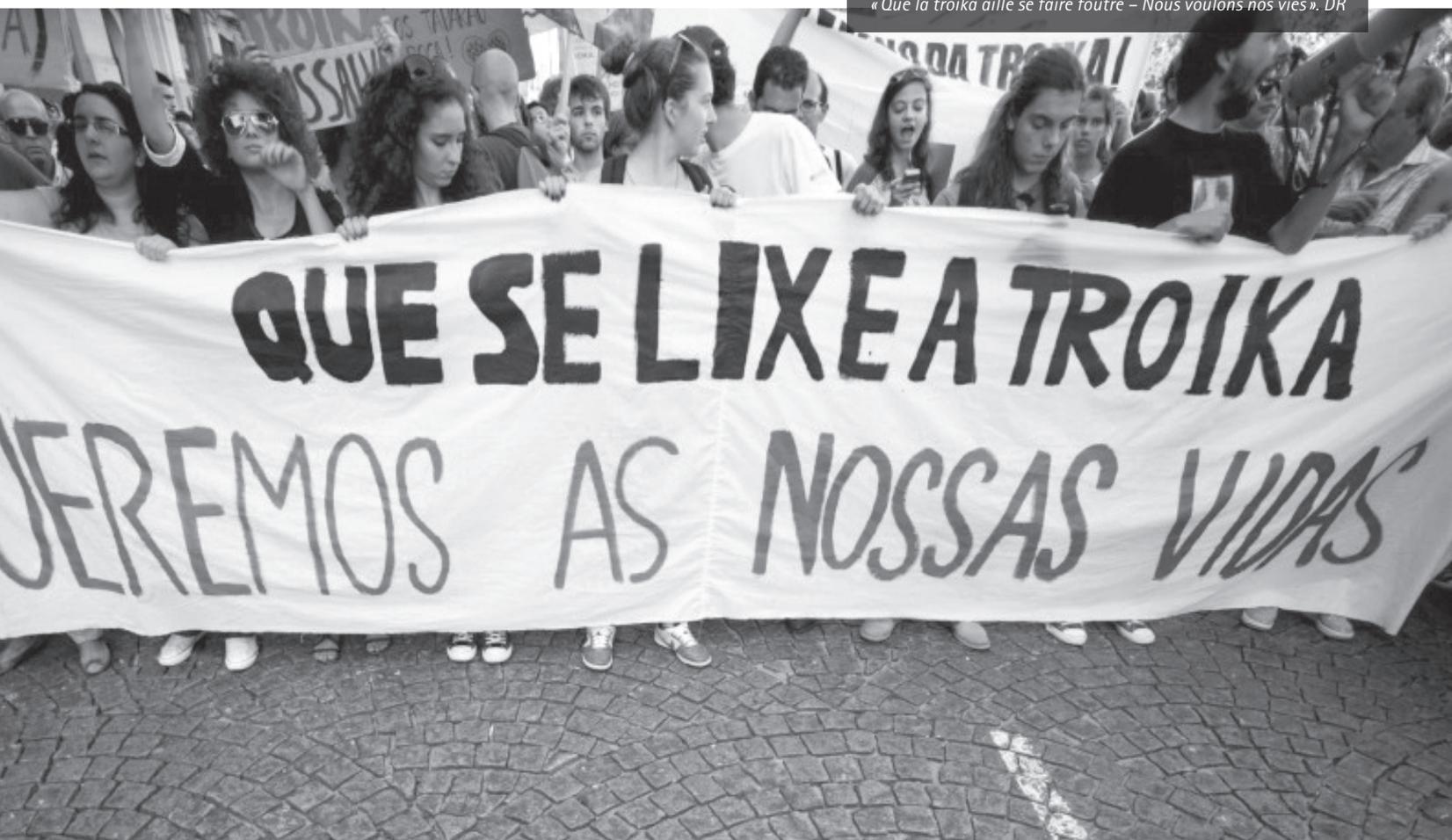
A cela, il faut encore ajouter la dégradation des services publics d'éducation et de santé. 40 000 professeurs en moins dans les dernières années, 1,3 milliard de coupes dans le budget de l'Ecole publique, mise en concurrence avec le secteur privé par la promotion de la «liberté de choix» de l'établissement, création d'un examen pour les écoliers de 9 ans : on voit que les attaques ne se limitent pas à limiter les dépenses publiques mais bien à vider le service public de son

contenu. De même dans les hôpitaux, où les coupes budgétaires, le renvoi de milliers de travailleurs ou leur précarisation ne peuvent que détériorer le service rendu et favoriser le secteur privé, alors même qu'en 2011, la dépense moyenne par habitant était déjà inférieure au Portugal de 500 euros par rapport à la moyenne aux pays de l'OCDE.

UNE CRISE D'HÉGÉMONIE SANS SOLUTION POLITIQUE

Qu'en est-il de la situation politique au Portugal? De manière claire, la crise d'hégémonie se prolonge et s'approfondit, notamment à travers une défiance généralisée à l'égard du système politique. Ainsi, aux élections européennes qui viennent tout juste d'avoir lieu, ce sont seulement 31,9% des électeurs qui ont voté pour une des listes présentées. Cette désaffection massive n'est pas nouvelle, mais elle prend une ampleur inconnue dans le passé. Plus spécifiquement, il semble bien que les partis qui se sont succédé au pouvoir depuis 1976

« Que la troïka aille se faire foutre – Nous voulons nos vies ». DR



continuent à l'exercer mais sans parvenir à obtenir un consentement actif de la majorité de la population, ce qui ouvre la perspective d'une explosion sociale aussi nécessaire qu'imprévisible.

Reste que la combativité populaire apparaît nettement en deçà de la séquence politique allant du printemps 2011 au printemps 2013, où l'on avait vu les manifestations parmi les plus importantes depuis la Révolution des œillets, organisées à l'initiative de collectifs de jeunes précaires (notamment les « précaires inflexibles »), dans le sillage du mouvement espagnol des Indignés. En particulier, le 2 mars 2013, près d'un million et demi de personnes étaient descendues dans la rue, dans une trentaine de villes du pays, sur le mot d'ordre « *Que se lixe a troïka!* »⁵. En lien avec ces grandes manifestations, qui convergeaient vers l'appel à une grève générale, les deux confédérations syndicales ont organisé plusieurs journées de grève interprofessionnelle, notamment les 24 novembre 2011 et 14 novembre 2012. Bien que très suivies, ces journées n'ont pas modifié le rapport de forces politique et social dans la mesure où elles ne s'inscrivaient pas dans un plan de bataille conséquent et durable permettant de mettre en échec le gouvernement, le patronat portugais et la troïka.

Depuis, la pression des luttes sociales est retombée sans que le gouvernement ait reconquis un quelconque crédit auprès de la population, si bien que, pour l'instant, la crise politique n'a pas été surmontée et se trouve en quelque sorte suspendue. À l'évidence, on ne saurait dire jusqu'à quand peut se maintenir une telle situation, mais les partis institutionnels étant parvenus à tenir lors du printemps dernier, le gouvernement apparaît aujourd'hui un peu plus solide, ayant pu jouer sur deux tableaux : se dédouaner des politiques menées en détournant l'attention vers la troïka tout en affirmant qu'il s'agissait là de la seule voie praticable, et faire miroiter une « sortie propre » (*saída limpa*) du régime d'austérité.

Le PSD, principal parti au pouvoir, a ainsi fait de grands et beaux discours sur le départ du pays de la troïka, prévu à la fin du mois de mai 2014, et promis que l'Etat portugais pourrait bientôt emprunter de nouveau sur les marchés financiers. Évidemment, cela revient à substituer à la

tutelle directe de la troïka la domination, plus impersonnelle mais non moins implacable, du capital financier. Autant dire que les travailleurs portugais n'ont rien à espérer de cette « sortie propre », qui équivaut au maintien d'une austérité à perpétuité pour la majorité de la population.

QUELS ENSEIGNEMENTS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS ?

Comme en France et dans de nombreux pays, ce ne sont donc pas les luttes sociales qui ont manqué au Portugal ces dernières années, bien au contraire, mais elles ne sont pas parvenues à se cristalliser dans un grand mouvement durable de contestation. Les liens qui ont commencé à s'établir au cours de la séquence précédente entre un mouvement syndical puissant et les mouvements sociaux, mobilisant un « nouveau prolétariat » (plus jeune et féminisé, et davantage soumis à la précarité et au sous-emploi), sont apparus trop fragiles pour bousculer le champ politique.

Une telle impuissance était prévisible, étant donnée la faiblesse de l'auto-organisation dans ces mouvements et l'absence d'un plan de bataille proposé et mis à exécution par les grandes confédérations syndicales. Intégrées pour l'essentiel au système, aussi bien l'UGT (dominée par le PS et revendiquant 400 000 membres) que la CGTP (dirigée par le PCP et qui revendique 750 000 adhérents) n'avaient d'autre perspective à proposer aux travailleurs lors du 1^{er} mai 2014 que de bien voter aux élections européennes. Dans ce contexte d'atonie sociale et politique, les élections ont donc constitué un test aussi bien pour les partis institutionnels que pour les partis à la gauche du PS portugais.

Le principal enseignement de ce scrutin, ici comme ailleurs, c'est le refus – manifesté par près de 7 électeurs sur 10 – de voter pour un parti plutôt qu'un autre, de faire entendre sa voix dans un système politique qui apparaît, au mieux impuissant à résoudre les problèmes rencontrés par la population, au pire complice d'une troïka abhorrée. Mais cette élection constitue également une lourde défaite politique pour la coalition de droite au pouvoir (PSD-CDS), réunie sous une bannière commune (« *Aliança Portugal* ») et qui n'a récolté que 27,7% (contre 40% lors des européennes de 2009). En critiquant les politiques d'austérité tout en les jugeant nécessaires, le PS est parvenu

à améliorer son score (de 26,5 à 31,5%), mais l'essentiel des voix perdues par la droite s'est sans doute reporté vers le MPT de Marinho Pinto, parti écologiste de droite passé de 0,7% à 7,2%.

Du côté des partis à la gauche du social-libéralisme, le PCP – porteur d'une orientation aussi nationaliste que réformiste – a gagné des voix, passant de 10,6% à 12,7%. Sans doute a-t-il profité de son implantation ancienne et solide dans le monde du travail et d'un profil d'opposition résolue à l'Union européenne. À l'inverse, le Bloc de gauche (*Bloco de esquerda*) a subi une grave défaite, perdant plus de 230 000 voix entre les européennes de 2009 (où il avait réalisé son meilleur score, obtenant 10,7%) et celles de cette année (4,6%). Il reviendra évidemment à nos camarades portugais de discuter les raisons de cet échec électoral, mais outre la division à gauche et la création du parti antilibéral Livre, fondé par un ancien député européen du Bloc et récoltant 2,2%, on peut se demander si l'orientation du parti sur les questions devenues décisives de la dette et de l'euro est apparue suffisamment claire aux électeurs portugais, du moins à ceux et celles qui lui avaient apporté leur suffrage en 2009.

Plus généralement, le défi pour les militants anticapitalistes portugais consistera sans doute dans les prochaines années à jouer un rôle de catalyseur dans la mise en mouvement d'un prolétariat plus éclaté et précarisé que jamais, et à susciter ou renforcer des liens militants, à la base, entre les mouvements sociaux – anti-précarité, antiraciste, féministe, écologiste, etc. – et un mouvement syndical qui demeure puissant mais rétif à des mobilisations auto-organisées qu'il ne pourrait contrôler et qui bousculeraient le jeu institutionnel. C'est à ce prix qu'il sera possible de transformer le mécontentement général en un mouvement d'ensemble seul susceptible de faire émerger une alternative sociale et politique au Portugal. □

¹ Voir, dans le numéro (53) d'avril de notre revue, « 40 ans après, grandeurs et limites de la Révolution portugaise ».

² Voir David Harvey, *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2010.

³ On se souvient de l'expression utilisée dans les journaux financiers pour désigner ce groupe de pays (Portugal, Irlande, Grèce et Espagne), « PIGS » [signifiant « cochons » en anglais], qui en dit long sur le mépris et le cynisme des classes capitalistes en pleine crise de leur système et du mode d'accumulation néolibéral.

⁴ Par convention, il s'agit de la part de la population qui dispose d'un revenu inférieur à 60% du revenu médian.

⁵ « Que la troïka aille se faire foutre ! »

Extrême droite: maintenant les choses deviennent sérieuses

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

On s'y attendait, mais à ce point... Les élections européennes ont non seulement confirmé mais largement amplifié les tendances à l'œuvre lors des municipales. Comment donc interpréter les 25 % et la première place du Front national ?

Bien sûr, ce scrutin s'y prêtait tout particulièrement: pas d'enjeu visible de pouvoir, donc toute licence d'exprimer un vote protestataire, et le FN qui apparaissait comme le seul grand parti à s'opposer frontalement à l'Union européenne, cette machinerie antipopulaire portée à bout de bras, dans notre pays, par «l'UMPS» et ses représentants aussi ineficaces que corrompus.

Il reste que le vote d'extrême droite s'enracine et s'étend. Notamment, ce qui doit le plus attirer notre attention, dans un secteur des classes populaires. Que les jeunes, les ouvriers et les salariés du privé soient les catégories sociales qui aient le moins voté conduit à relativiser des conclusions parfois hâtives, mais n'autorise pas à tirer un trait sur le fait que, parmi les votants, ce sont elles qui ont donné au FN ses plus forts pourcentages.

Le sondage Ifop publié le 27 mai par *L'Humanité* renforce le malaise. Selon lui, 25% des salariés se considérant «proches» (certes pas membres) d'un syndicat et s'étant rendus aux urnes le 25 mai y ont déposé un bulletin du parti d'extrême droite; parmi eux, 22% des «proches» de la CGT, 17% de ceux de la CFDT, 33% de FO et... 27% de Solidaires (la direction de Solidaires a émis une protestation véhémement).

LE REJET ET LE REPLI

Dans leur immense majorité, ces votants ne sont évidemment pas des fascistes. Clémentine Autain a assez bien résumé le ressort du vote Front national: «il incarne un moyen d'exprimer à la fois le rejet du système en place et la tentation du repli, du retour à l'ordre ancien face aux désordres actuels, au manque de perspective, au durcissement des conditions de vie.»¹ Ou, comme l'écrit Willy Pelletier, «le bulletin FN exprime alors la

hantise d'être précipité dans le monde auquel ils entendaient échapper, une manière de conjurer le déclassé collectif vécu dans l'isolement, en s'écartant symboliquement des plus proches objectivement.»²

A ce caractère diffus et idéologiquement fragile correspondent les difficultés du Rassemblement bleu marine à se construire un appareil et dans ce cadre à trouver des candidats fiables. On avait vu, avant les municipales, plusieurs cas d'exclusion ou mise à l'écart de candidats pris en flagrant délit de démonstrations nazies ou excessivement racistes, désormais totalement passées de mode. Juste après les européennes, il y a eu la situation étonnante de cette deuxième de liste dans la région Grand Ouest, élue par conséquent députée européenne, et que la direction du FN a contrainte à démissionner parce qu'elle s'était publiquement déclarée favorable... au vote des ressortissants étrangers!

UN PRODUIT DE LA CRISE

En l'absence de menace en provenance du mouvement ouvrier, et alors que l'Etat assure sans difficulté ses fonctions au service des possédants, ceux-ci n'ont nullement besoin aujourd'hui d'une force de type fasciste. De plus, tout le grand capital continue à défendre l'Union européenne et l'euro, en s'opposant ainsi à un élément central du discours et de la politique du FN. Pour la bourgeoisie, celui-ci est bien moins une solution qu'un problème. En

particulier, la crise des deux partis d'alternance du système, PS mais aussi UMP, est maintenant un sujet de préoccupation majeur au sein des cercles capitalistes dirigeants.

La montée du parti lepéniste est une expression directe de la crise – économique, sociale et politique. Mais qu'il ne soit ni une force fasciste, ni une option de rechange pour la bourgeoisie, ne le rend nullement inoffensif. Son implantation durable dans la société, et jusque dans un secteur du monde du travail, pourrait rendre encore plus difficiles les tâches déjà complexes de reconstruction du mouvement ouvrier, sans parler de la nécessaire alternative politique anticapitaliste et internationaliste.

D'autant que, dans notre camp, les phénomènes de décomposition sur lesquels le FN prospère sont non seulement objectifs – avec l'effacement des solidarités ouvrières comme produit de l'atomisation et de l'éclatement des collectifs de travail –, mais aussi éminemment politiques. De ce point de vue, l'échec dans les deux derniers scrutins de toutes les forces qui s'opposent sur la gauche à la politique du gouvernement (et dans ce cadre, naturellement, le nôtre), constitue un appel urgent à la réflexion et à l'action. □

¹ <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/280514/l-audace-gauche-sinon-rien>
² <http://humanite.fr/de-quoi-la-montee-du-front-national-est-elle-l'expression-et-comment-y-repondre-536395>

«Tremblement de terre politique en France»: la Une du quotidien madrilène El País. DR.

www.elpais.com EL PERIÓDICO GLOBAL

LUNES 26 DE MAYO DE 2014 | Año XXXIX | Número 13.477 | EDICIÓN EUROPA

Canogar recupera su lienzo perdido
La obra, encargo de Tierno Galván, llevaba extraviada 37 años **PÁGINA 51**

El Real Madrid saca la Décima a la calle
El equipo ofrece la Champions a miles de aficionados **PÁGINAS 59 a 62**

ELECCIONES EUROPEAS 25-M

Terremoto político en Francia

Victoria del ultraderechista Frente Nacional de Le Pen • Avanzan los radicales de distinto signo en otros países • El candidato del PP europeo se atribuye la mayoría

El triunfo del partido ultraderechista Frente Nacional de Marine Le Pen en las elecciones europeas en Francia provocó ayer un sismo político en Europa. Las primeras encuestas a pie de urna atribuyen a este partido antieuro y xenófobo un 25% de los votos, en lo que constituye su primer triunfo en unos comicios nacionales. El primer ministro, el socialista Manuel Valls, definió los resultados como "un shock, un terremoto". Le Pen se apresuró a pedir la disolución de la

El Papa apoya la soberanía palestina con un rezo ante el muro de Israel
Francisco invita a Peres y Abbas a una

Le FN, quatre décennies d'une histoire chaotique

Relooké sous la direction de Marine Le Pen, le Front national est donc parvenu à surfer spectaculairement sur la crise. Retour sur une trajectoire de quatre décennies, avec ses hauts et ses bas, ses évolutions idéologiques et ses adaptations politiques.

Né sur les cendres du mouvement «musclé» Occident, le groupe Ordre nouveau (ON) est fondé en novembre 1969. Contrairement à l'organisation dont il est issu, ON ambitionne d'élargir son champ d'intervention au-delà de la simple utilisation de la barre de fer et va rapidement envisager de participer aux élections. Conscient de l'image désastreuse que véhicule son mouvement, ON est à l'origine d'un «Front national pour l'unité française» (FNUF ou FN), structure à vocation électorale mise en place pour les élections législatives de mars 1973. L'ensemble de l'extrême droite est sollicitée pour prendre part à l'aventure, en remisant ses divergences au vestiaire. Elle répond présent à la quasi unanimité – les royalistes de l'Action française déclinent l'offre poliment – et s'accorde sur le nom de Jean-Marie Le Pen comme porte-parole.

DU GROUPECULE AU PARTI ÉLECTORAL

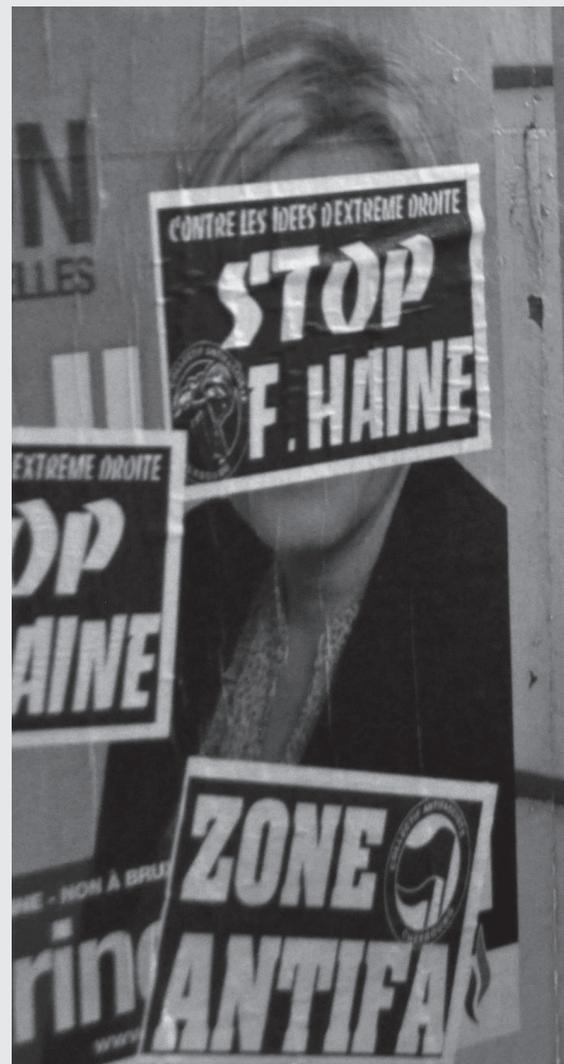
Agé alors de 45 ans, Le Pen a déjà un long parcours à l'extrême droite. En 1955, il s'était engagé comme volontaire pour l'Indochine mais n'y était arrivé qu'après la défaite de Dien Biên Phu. De retour en France, il milite aux côtés de Pierre Poujade et est élu, à 27 ans, plus jeune député de l'Assemblée nationale en 1956. Il rompt rapidement avec Poujade et s'engage pour l'Algérie française. Il sera plus tard accusé d'avoir lui-même pratiqué la torture. En 1963, il fonde la SERP (Société d'études et de relations publiques), éditrice entre autre de disques de chants nazis, et organise en 1965 la campagne présidentielle de Jean-Louis Tixier-Vignancour.

Jean-Marie Le Pen participe donc à la création du FN qui voit le jour le 5 octobre 1972, salle des Horticulteurs à Paris. Ce front cherche à incarner la «droite nationale, sociale et populaire»,

seule à même de barrer «la route au Front populaire» et capable de «chasser les voleurs du pouvoir». Jean-Marie Le Pen, vedette médiatique, met en avant le thème de l'immigration, principal angle d'attaque de la politique du FN, une «immigration incontrôlée (...) menace pour l'emploi, pour la sécurité et pour la santé des Français» et dénonce d'un même mouvement une majorité politique qui a «trahi la volonté de ses électeurs» au profit des «syndicats marxistes». Ce qui lui permet de conclure que «puisque les tenants de la droite libérale ont abandonné la place, la seule droite est maintenant la nôtre: la droite nationale»¹.

Le discours est relativement lissé et la quincaillerie habituelle (croix celtiques, matraques et casques) se fait dorénavant plus discrète. Il n'en demeure pas moins que le FN, au moment de sa fondation, se place lui-même clairement dans une filiation avec le fascisme historique, italien plutôt que français d'ailleurs. Lorsqu'il est créé, l'extrême droite française est plutôt groupusculaire. Or, dans l'Italie voisine, il existe un parti relativement puissant – qui pèse environ 10% des voix –, le MSI (Mouvement social italien), qui donnera toute son aide, militante et financière, à la création du FN en France. Le MSI est clairement de filiation fasciste, et ne s'en cache pas vraiment d'ailleurs: il utilise comme logo le symbole de la flamme tricolore – en l'occurrence vert-blanc-rouge –, adoptée dès sa naissance en 1946. Dans l'immédiat après-guerre, elle symbolise aux yeux des fondateurs du parti néofasciste – le MSI est communément qualifié par cet adjectif – «l'âme de Benito Mussolini qui monte au ciel, depuis son cercueil». Le FN adoptera ce même symbole lors de sa fondation, en bleu-blanc-rouge cette fois-ci... et il l'a d'ailleurs conservée jusqu'à aujourd'hui. Si l'origine exacte de cette flamme n'est sans doute pas connue de tous les adhérents, la génération des fondateurs, elle, ne l'ignore en rien.

Malgré les efforts de présentation et la volonté de se poser en véritable alternative au «système», le premier scrutin auquel participe le FN – les élections législatives de mars 1973 – est un échec (1,3%), qui fera rapidement resurgir les particularismes des différentes cha-



nelles, notamment entre Ordre nouveau et les partisans de Jean-Marie Le Pen. ON, dont la base se sent flouée, renoue avec l'activisme et la violence. «Meeting fasciste, meeting interdit!»: le 21 juin 1973, l'extrême gauche décide d'empêcher la tenue d'un meeting d'ON «contre l'immigration sauvage» et s'oppose aux forces de l'ordre qui le protègent. La soirée se soldera par des blessés dans les rangs de la police, mais surtout par la dissolution de la Ligue communiste (qui sera refondée un peu plus tard sous le nom de Ligue communiste révolutionnaire) et d'ON. Ordre nouveau va néanmoins poursuivre dans la logique du rassemblement et crée les comités «Faire front» puis, en novembre 1974, le Parti des forces nouvelles (PFN), principal concurrent du Front national pour la décennie qui s'ouvre. Jean-Marie Le Pen, de son côté, réorganise la direction du FN autour de sa garde rapprochée.

otique

PAR BERTOLD DU RYON ET RAOUL GUERRA

Photothèque rouge/Franck Houlgatte.



1983-1989 : LE FN S'INSTALLE

Au cours des quinze années suivantes, le FN va s'installer durablement dans le paysage politique. En juin 1984, il obtient 11% des voix aux élections européennes, ce qui lui permet d'envoyer dix élus au parlement européen.

En 1986, à la faveur d'un scrutin proportionnel mis en place par François Mitterrand, 35 députés frontistes font leur entrée à l'Assemblée nationale. Deux ans plus tard, aux présidentielles de 1988, Jean-Marie Le Pen recueille 14% des suffrages. Suite aux élections de 1994, le FN envoie 11 députés siéger au parlement européen. Cette ascension atteint son apogée en 1995 quand Le Pen obtient 15% à l'élection présidentielle.

Les premiers succès du parti se construisent au détriment de la droite conservatrice. Les percées électorales initiales du FN se font grâce à des électeurs qui tournent le dos à la droite classique (à l'époque, le RPR et l'UDF). Il s'agit essentiellement de couches moyennes ou petites-bourgeoises – petits patrons, artisans, commerçants, exploitants agricoles ou encore professions libérales.

Principal motif de leur désarroi vis-à-vis de la droite RPR/UDF : celle-ci ne défend plus suffisamment, à leurs yeux, le petit capital contre le gros (mais aussi contre le mouvement ouvrier). Sur fond de mouvements de concentration du capital, induits par la modernisation de l'appareil économique, mais aussi par l'ouverture des frontières à l'intérieur de la CEE (Communauté économique européenne), ces milieux sociaux se sentent menacés dans leur existence et mis en danger face au rouleau-compresseur du grand capital le plus productif.

Quand la gauche PS/PCF arrive au gouvernement en mai 1981, cette peur de l'avenir prend une tournure plus idéologique : voilà les Rouges qui veulent nous ruiner ! Dans un état de « panique morale » doublé d'une peur économique, ces milieux sociaux voient leur monde menacé d'ébranlement. Ils prennent ainsi la rue, d'autant que les forces de gauche ou syndicales commencent à la désert (faut-il déranger nos camarades au gouvernement ?)

Si le PFN mise sur un rapprochement immédiat avec la droite classique² – qu'il s'agisse des milieux du RPR autour de Charles Pasqua, ou de l'UDF sous Valéry d'Estaing qu'auront rallié Alain Madelin et d'autres ex-Occident en 1974 –, le FN va quant à lui jouer la carte de l'indépendance. Son programme met en avant les thèmes classiques de l'extrême droite : anti-marxisme, fin du monopole syndical, peine de mort, opposition à l'avortement, dénonciation d'une droite qui mènerait une politique de gauche, en gardant toujours le thème de l'immigration comme unique explication de la crise sociale qui se profile déjà à l'horizon : « un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop ! »³

La traversée du désert va se poursuivre pour l'extrême droite française encore quelques années. Faute d'un nombre suffisant de signatures d'élus pour se présenter à l'élection présidentielle,

Jean-Marie Le Pen (FN) et Pascal Gauthon (PFN) sont l'un comme l'autre dans l'incapacité d'être candidats à l'élection présidentielle de mai 1981, qui verra la victoire de François Mitterrand. L'espoir que crée cette victoire pour le « peuple de gauche » est à la hauteur des déconvenues qui vont suivre. Incapable de résoudre la crise, la gauche de gouvernement impose bientôt une politique d'austérité dont l'extrême droite va tirer profit. En 1983, Jean-Pierre Stirbois, alors secrétaire général du FN, est élu au conseil municipal de la ville de Dreux (Eure et Loir) avec 16% des voix.

La stratégie d'indépendance a fini par payer et le FN est désormais hégémonique à l'extrême droite. Exit le Parti des forces nouvelles et sa volonté de tisser de liens avec la droite classique : le principal concurrent du FN est à l'état groupusculaire en 1986 et ne s'en remettra pas.



Des manifestations catégorielles impulsées par la droite marquent donc la période, en 1982 et 1983. Jean-Marie Le Pen participe d'ailleurs lui-même à certaines de ces manifestations, telle celle appelée le 13 septembre 1982 par le «Syndicat national du patronat moderne et indépendant», dont le chef de l'époque, Gérard Deuil, est un admirateur de Pétain. En 1984, c'est une mobilisation plus «culturelle» et idéologique qui donne un sens, ou un supplément d'âme, à l'ensemble: la droite et l'extrême droite descendent dans la rue pour une mobilisation de masse en défense de l'«école libre», autrement dit les privilèges de l'enseignement privé et confessionnel.

A l'époque, le discours économique et social du FN qui accompagne ce premier ancrage électoral est clair: avec Reagan pour modèle, il défend farouchement le libéralisme économique, un

droit du plus fort appliqué à l'économie. L'essentiel du discours, c'est: à bas les syndicats, à bas l'impôt – ce qui doit rappeler des souvenirs de jeunesse à Jean-Marie Le Pen, ex député poujadiste en 1956 –, à bas l'intervention de l'Etat dans la sphère économique. Le Code du travail? Il faut tailler dedans. Les organisations de salariés? De méchants preneurs en otage. Quand, le 15 février 1982, une milice patronale attaque brutalement une usine (de fromage) occupée par des grévistes, à Isigny dans le Calvados, Jean-Marie Le Pen lui accorde d'ailleurs son «total soutien».

Or, l'orientation du discours évolue dans les années qui suivent. Le fond de l'affaire réside dans un double mouvement. Premièrement, les couches moyennes et petites-bourgeoises ainsi gagnées électoralement au début des années 1980 restent malgré tout disputées entre le FN et la droite classique. Attirées par certaines promesses élec-

torales ou certaines mesures qui lui sont adressées, une partie d'entre elles se tourne – au moins ponctuellement – à nouveau vers le RPR et l'UDF.

Deuxièmement, les cadres de l'extrême droite font à la fin de cette décennie un pari stratégique: le bloc soviétique commence à montrer des fissures puis s'écroule, l'ancien ordre «bipolaire» du monde s'effondre. Ces cadres exultent: «c'est la fin du communisme, la disparition du marxisme et des syndicats influencés par lui, il n'y a plus aucune alternative progressiste au pouvoir en place.» Il devient donc possible et nécessaire, à la fois, de s'adresser plus fortement aussi aux classes populaires et aux salariés qui, jusqu'ici, se reconnaissent plutôt dans la gauche... Tout cela sur fond d'une division du monde politique en termes de clivages de classe, qui, selon l'extrême droite, «n'a plus aucun sens». Ils en viennent donc à la conclusion suivante: «L'alternative au système, l'expression à la colère

Photothèque rouge/Nils.



sociale, c'est nous dorénavant. Et nous seuls!» Certaines couches de l'électorat, déçues par les partis de gauche – PS ou PCF –, viendront d'ailleurs effectivement voter pour le FN à partir du début des années quatre-vingt-dix.

NOUVELLE ORIENTATION IDÉOLOGIQUE

A partir de 1989/1990, le parti d'extrême droite effectue un important tournant sur des questions cruciales, que ce soit son positionnement économique et social ou ses orientations en matière de politique internationale. Sur ce dernier point, on assiste à d'importantes ruptures avec la doctrine précédente: rejet du pro-américanisme – très prononcé pendant l'ère Ronald Reagan – et de l'atlantisme; nouveau positionnement (pro-Irak) de Jean-Marie Le Pen pendant la crise du Golfe en 1990 et la guerre du Golfe de janvier/février 1991. Le FN en profitera pour semer la confusion politique, sur fond d'opposition à la participation de l'armée française, en collant des affiches «Mitterrand – la guerre. Le Pen – la paix» (février 1991). Cela lui vaudra d'ailleurs les sympathies passagères d'une frange des populations d'origine arabe, et permettra à l'extrême droite d'attirer à elle quelques ex «révolutionnaires» tombés dans une confusion idéologique grave (dont ceux de la mouvance «rouge-brune» du début des années 1990).

En matière économique et sociale, le FN abandonne également à cette époque son opposition à certains acquis sociaux datant de l'ère Mitterrand (cinquième semaine de congés payés, introduction du RMI) qu'il avait rejetés jusqu'ici. Dans son programme électoral pour les législatives de mars 1993, il fait pour la première fois des promesses sur les (bas) salaires. Toutes les promesses sociales – maintien d'acquis sociaux et/ou amélioration – sont couplées à la «préférence nationale», combinée à l'idée de créer des caisses sociales séparées pour «Français» et «étrangers».

C'est également à cette époque que le parti d'extrême droite tente de faire passer «le mondialisme» (terme qu'il forge dans les années 1990) ou la mondialisation (terme qu'il utilise plutôt

aujourd'hui), et surtout les délocalisations d'usines, comme principale préoccupation des travailleurs et surtout principale source des maux sociaux. En parlant de mondialisme hier ou de mondialisation aujourd'hui, il tente d'assimiler toute forme d'internationalisme (des syndicats, de la gauche) aux maux qui accablent les travailleurs français: puisque «les syndicats du système» seraient eux aussi «mondialistes», l'extrême droite serait «la seule alternative». Par des actions telles que des distributions de tracts devant des usines (par exemple à Moulinex, en octobre 1996, avec Bruno Mégret) ou de brèves apparitions dans des manifestations syndicales (Le Havre, 1996), le FN cible surtout les délocalisations.

Le FN opère donc au début des années 1990 un virage qu'on peut qualifier de «national-social». Il cherche désormais à s'ériger en alternative à la fois à la gauche et à la droite classique, se positionnant (par le verbe) «contre le système». Suite à la prétendue «mort du marxisme» et de toute alternative à gauche – une croyance qui se répand suite à la chute du Mur de Berlin –, il se convainc qu'après avoir gagné 10 à 15% de l'électorat venu de la droite classique, il en gagnera encore au moins autant venu de la gauche.

Les stratégies du FN croient ainsi arriver, seuls contre tous les partis politiques de «l'establishment», à des scores électoraux avoisinant les 30%. Mais entre 1995 à 1998, ils doivent se rendre à l'évidence: cela ne marche pas comme prévu. En réaction à l'échec partiel de cette stratégie, ils accélèrent la cadence en cherchant dès lors à créer des relais en dehors des institutions de l'Etat: associations de locataires dans les HLM, une foultitude d'associations-satellites...

Au milieu des années 1990, le FN tente également de mettre en œuvre une politique «syndicale». Il fonde de pseudo-syndicats qu'il contrôle étroitement («FN police», «FN pénitentiaire», «FN RATP») mais ceux-ci se voient interdire par la Justice de se prévaloir de la qualité de syndicats. Plus tard, il se cantonnera à la tâche d'attirer vers lui des militants des véritables organisations syndicales, sans mener pour autant un

véritable travail à l'intérieur de leurs organisations.

La dynamique que le parti d'extrême droite cherche à mettre en place dans cette période (1995/98) ressemble en partie à celle des mouvements fascistes historiques. Cela reste cependant cantonné à une échelle bien plus modeste, loin des centaines de milliers de prolétaires enrôlés dans les SA du parti nazi allemand autour de 1930. Des cadres et des dirigeants useront parfois d'une rhétorique se voulant «révolutionnaire», prétendant qu'ils sont en mesure de défier «le système». En octobre 1996, à la sortie d'une réunion publique à Paris, Bruno Gollnisch participe ainsi à une tentative de militants FN de procéder à un dépôt de gerbe (non autorisé) sous l'Arc de Triomphe. Le policier en faction est soulevé par des militants d'extrême droite et chassé manu militari. «C'est ainsi que commencent les révolutions!» s'écrie alors Gollnisch. Quatre jours plus tard, à Montceau-les-Mines, le service d'ordre du FN – le désormais fameux DPS – attaque une contre-manifestation avec une violence considérable. On peut ainsi observer les germes d'un comportement qui singe une vraie dynamique fasciste. Même si les conditions historiques ne se prêtent alors pas à une tentative de renverser la République bourgeoise.

Néanmoins, cette stratégie n'aboutit pas aux résultats escomptés: les forces de gauche, mais surtout les forces syndicales, résistent encore relativement bien – les années 1995 à 1998 sont riches en grèves et luttes sociales. Et une partie des anciens électeurs de droite, plutôt conservateurs ou réactionnaires, qui avaient été gagnés dans la période précédente, quittent le navire vers 1995: ils ne comprennent pas trop que le FN, à leurs yeux, «gauchise» son discours social.

CRISE STRATÉGIQUE

Malgré tout, le FN des années 1995-1998 aura connu une progression importante en termes d'enracinement militant. Mais la vie de ce parti n'est pas qu'un long fleuve tranquille. Ses changements d'orientation, mais aussi l'échec partiel



de ses stratégies, vont conduire à une crise et à une rupture : suite à la lutte pour le pouvoir entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret, la grande scission du FN pendant l'hiver 1998/99, provoquant une véritable implosion de son appareil militant.

Bruno Mégret avait fait sienne l'idée que, tant que la « stratégie de la grande alternative » – visant à chasser la gauche et la droite classique – ne portait pas ses fruits, il fallait envisager des alliances au moins locales avec cette droite classique. En Italie, une première coalition droite-extrême droite (regroupant le parti Forza Italia de Silvio Berlusconi, le MSI postfasciste qui deviendra Alliance nationale en 1995, et la Ligue du Nord) gouverne le pays en 1994. Cela inspire certains cadres plus jeunes du FN, tandis que Jean-Marie Le Pen reste convaincu qu'il incarne « l'homme providentiel », que le peuple reconnaîtra quand viendra l'heure fatidique d'une crise grave, et préfère ne pas s'engager dans cette voie. Et surtout, voyant Bruno Mégret mettre en œuvre une politique d'alliance, suite aux élections régionales du 15 mars 1998, dans plusieurs conseils régionaux (en faisant élire des présidents d'exécutifs régionaux tels que Charles Million en Rhône-Alpes), le vieux chef commence à craindre de perdre le contrôle de son parti.

Jean-Marie Le Pen pousse alors son « délégué général » (c'est le titre officiel de Mégret), numéro deux et idéologue en chef du parti d'extrême droite, vers la sortie. Suite aux licenciements de plusieurs de ses proches auparavant employés dans l'appareil FN, Mégret entre en rébellion en décembre 1998, et se fait immédiatement exclure du parti. Jean-Marie Le Pen n'attend que ce moment pour lancer une grande purge, ridiculisant publiquement les troupes – « petite minorité d'extrémistes, d'activistes et peut-être même de racistes » – de « Nabo-léon », comme il qualifiera Mégret.

Après avoir perdu la bataille pour le nom « FN » devant les tribunaux, la minorité exclue tente de se regrouper dans un nouveau parti, le Mouvement national républicain (MNR). Mais la scission échoue politiquement : Mégret attire à lui, à la fois, les néonazis et les jeunes activistes « radicaux » les plus remuants

(un militant et candidat MNR, Maxime Brunerie, tirera le 14 juillet 2002 sur le président Jacques Chirac) et de jeunes cadres bien formés et avides de participation au pouvoir. Ces deux milieux sont, en effet, impatients vis-à-vis du vieux chef Le Pen que Mégret et les siens considèrent « désormais comme un boulet pour son parti, après avoir été sa chance ». Or, le mariage entre les deux tendances ne fonctionne pas. Par ailleurs, Mégret, qui jouait auparavant le rôle d'éminence grise du chef et d'intellectuel-idéologue, ne passe pas comme « figure capable d'incarner un chef » aux yeux du public d'extrême droite. Après l'échec patent de la scission, le FN maintenu (« canal historique ») résiste, mais devient une coquille vide. Après une saignée de militants – il en reste 15 000 sur les 42 000 à jour de cotisation de la fin 1998 –, mais surtout le départ de la majorité des cadres et de la moitié des élus, le parti se réduit aux éléments les plus âgés et les plus passifs, ceux qui ne remettent pas en cause le chef. Le FN se transforme en boutique électorale et n'a guère d'activités en dehors de ces périodes.

A cet égard, l'événement du 21 avril 2002 – avec un Jean-Marie Le Pen qui accède au second tour de l'élection présidentielle, où il « se ramasse » cependant face à Jacques Chirac – ne constitue guère plus qu'un feu de paille. Lorsque le candidat Nicolas Sarkozy effectue, en 2006-2007, une OPA sur l'électorat du FN (en multipliant les gestes symboliques tels que l'annonce de la création d'un « ministère de l'identité nationale », ou en recourant aux services de l'idéologue Patrick Buisson), celle-ci semble d'abord réussir. Le FN, après avoir connu des scores de 15% depuis une décennie, tombe à 10,5% lors de l'élection présidentielle de 2007, puis à 4,3% aux législatives de juin 2007 : cela fait 25 ans qu'il n'a pas connu pareil échec. Son avenir semble alors en jeu.

SUCCESSION ET REBOND

Ce n'est que lorsque Jean-Marie Le Pen accepte enfin d'ouvrir les portes de sa succession à la tête du FN – après avoir compris compris qu'une succession « biologique », d'ordre familial et dynastique, est possible –, que le parti se remet à flot. C'est à peu près au même moment, en 2010, que commence le re-

flux vers l'extrême droite d'anciens électeurs du FN qui étaient passés à l'UMP de Sarkozy. Cela devient visible aux régionales de mars 2010, où le FN remonte parfois très fortement, obtenant une moyenne de 17% pour ses listes présentes au second tour.

Le 16 janvier 2011, Marine Le Pen reprend la présidence du FN lors du congrès qui se tient à Tours. Elle remobilise le parti, même si ce dernier connaît plusieurs scissions – plutôt vers la droite, portées par des éléments tels que Carl Lang ou Pierre Vial qui n'acceptent pas la « modernisation idéologique » promise par Marine Le Pen. Les médias, souvent fascinés par la nouvelle présidente du FN – une « bonne cliente », photogénique, sachant parler, relativement jeune – présentent alors son discours sous l'angle de la nouveauté, le FN « s'intéressant désormais aussi au social ».

Cependant, la nouvelle chef du parti d'extrême droite ne fait que mettre au goût du jour les recettes en matière économique et sociale déjà testées dans les années 1990, avec un discours plus lissé dans la forme. C'est ainsi qu'elle utilise davantage le terme de « mondialisation » (utilisé aussi par d'autres forces pour décrire les changements dans la division internationale du travail, une réalité économique objective), là où le père parlait plutôt de « mondialisme », un terme plus idéologique qui pouvait tout aussi bien englober d'autres phénomènes tels que l'universalité des droits de l'homme, l'internationalisme, ou le « complot » mondial fantasmé (juif, maçonnique...). Marine Le Pen recentre le discours affiché, en tentant de le faire apparaître plus « objectif ».

Mais la vraie nouveauté de la période qui s'ouvre aujourd'hui ne réside pas tant dans le comportement du FN lui-même. Elle réside dans la crise avec toutes ses conséquences, une crise qui risque d'ouvrir de nouvelles opportunités inouïes à cette extrême droite, en France comme sur le plan international. □

1 Pour un Ordre nouveau, avril 1973, « Qu'est-ce que la droite nationale », J.-M. Le Pen.

2 Le PFN participera notamment à la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing en 1974.

3 Affiche électorale, 1978.

Municipales 2014: percée frontiste sur fond de souffrance sociale

PAR CHRISTIAN LAINE

Les municipales sont les pires élections pour le FN: difficulté à trouver des candidats, absences de programme, de notables et d'élus sortants, etc. Et pourtant il a franchi cette première marche, préparant ainsi son succès des européennes.

Le FN, parti-fantôme dans une grande partie du pays, a «un très gros électorat mais un tout petit appareil» (Perrineau). Anticipant la situation, il a préparé ces élections dès l'après-présidentielle: tournée de Marine Le Pen en 2013, nomination de Nicolas Bay et Steeve Briois comme responsables, formation des têtes de liste, remplacement de nombreux secrétaires départementaux (SD) incompetents (presque la moitié l'ont été en 3 ans), ouverture de dizaines de permanences...

Si le Front a procédé à une sélection de ses candidats avec entretien et extrait de casier judiciaire (en écartant par

exemple les identitaires les plus connus), néanmoins les nombreux scandales (pages facebook racistes, tatouages nazis, un proche de Dieudonné sur la liste à Paris 12^e, candidats inscrits malgré eux) indiquent qu'ils n'ont quand même pas été trop regardants. Le FN a aussi servi de déchetterrie à la droite en recyclant un nombre relativement important de rebuts de l'UMP, comme à Paris, Avignon, Reims ou Strasbourg. De même, certaines de ses têtes de liste seront issues de la Manif pour tous (Annecy, Saint-Malo) et même discrètement de la mouvance identitaire (Le Mans, Chassieu) ou de l'Action française (Paris 4^e).

Au final, le FN a pu aligner 596 listes et couvrir presque le tiers de la population. L'implantation rurale est encore très faible: le FN ne s'est présenté que dans 174 communes de moins de 9 000 habitants (sur 35 600). Signe de la faiblesse militante, il n'a pas pu constituer de listes dans des villes où ses scores de 2012 lui assuraient pourtant une forte probabilité d'avoir des élus. Il aura cependant présenté plus de 20 000 candidats au total. A noter la réussite militante des fédérations dynamiques du

FN: le Pas-de-Calais, le Var ou la Seine-Maritime, qui triplent le nombre des listes présentées par rapport au meilleur niveau de 1995.

De plus, le FN pourrait obtenir des élus discrètement. Comme le disait le SD de l'Ardèche: «On va faire de l'entrisme (...) Nous avons des candidats mais ils ne se révéleront qu'une fois élu maire.» Un premier cas s'est présenté dans le village du Hamel (Oise) où le maire a annoncé son appartenance au FN... après son élection.

Si on a encore eu dans de nombreuses villes des candidats qui ne faisaient pas campagne, il y a eu toutefois une vraie intervention dans les zones de force du FN (Hénin-Beaumont, Moselle, Var, Vaucluse). Voulant se donner une image de gestionnaire, le Front n'a pas mené une campagne idéologique et a souvent présenté un programme que n'aurait pas renié la droite classique: réduction des impôts, vidéosurveillance ou augmentation du nombre de policiers municipaux. Peu de propositions «dures» sur l'immigration ou les Roms, et une volonté de ne pas choquer l'électeur. La démagogie n'est toutefois pas toujours restée au vestiaire: utilisation de faits divers d'agression à Arcueil ou Paris, programme anti-mosquée à Fréjus ou Bordeaux.

PERCÉE DANS DES COMMUNES POPULAIRES

Au premier tour, le FN récolte 14,8% en moyenne dans les villes où il se présentait, arrivant en tête dans 17 villes et dépassant les 30% dans 26 villes. 323 listes du Front se sont qualifiées pour le second tour en obtenant plus de 10%. Le plus inquiétant étant la percée bien réelle dans des communes populaires: Hayange (30%), Elbeuf (35%), Petit-Quevilly (33%), Forbach (35%), Echirrolles (21%), Hellemmes (26%), Carmaux (23%) et bien sûr Hénin-Beaumont et Marseille-Nord. Ces résultats valident la démagogie d'une Marine Le Pen se présentant comme «la voix du peuple».

Au premier plan, Briois, le nouveau maire d'Hénin-Beaumont. DR.





De toute évidence, la crise profite au FN. Depuis des mois, celui-ci se nourrit du désespoir d'une partie de la classe ouvrière qui espère trouver dans ses réponses simplistes une solution à un quotidien insupportable. La présence de syndicalistes sur les listes FN (à Elbeuf, Dijon ou Fougères par exemple) est un signal à prendre au sérieux. Même si les études sociologiques montrent que l'électorat ouvrier du Front est d'abord un électorat populaire de droite qui s'est radicalisé, il y a aussi, dans l'Est et le Nord, un électorat FN composé de « gueules cassées » de la mondialisation, de la désindustrialisation, de la souffrance sociale, des fermetures de services publics, des difficultés à se soigner, pour qui « c'était mieux avant ». Le géographe Christophe Guilluy a théorisé l'existence de cette France « périphérique » où vivent 65% de la population française dans une quasi invisibilité.

Ces territoires sont ceux de la relégation de populations chassées des villes par le prix de l'immobilier, des perdants de la mondialisation. Éliminées socialement et géographiquement, ces classes populaires ne font plus partie d'une société qui continue sans elles. Cette France « cassée » a divorcé d'avec une gauche qui l'a trahi mille et une fois. Désormais massivement abstentionniste, une partie de ces catégories populaires s'est toutefois saisi du vote FN comme seul moyen d'exprimer sa « plainte sociale ». Un électeur ouvrier sur trois a voté Marine Le Pen à la présidentielle (et presque un sur deux dans certaines régions).

Ne nous y trompons pas : l'immense majorité des électeurs populaires du FN ne veulent pas le retour du régime de Vichy, ils veulent que ça change, ou au minimum qu'on les écoute un peu. En ce sens, il ne sert à rien de dénoncer en boucle le populisme tant qu'on ne répond pas aux problèmes populaires. Pour une chômeuse d'Hénin-Beaumont, le « front républicain » apparaît d'abord comme le programme commun des élites, droite et gauche confondues, pour ne rien changer.

Les défis à relever pour arracher les catégories populaires de l'intoxication FN sont immenses : pointer les vrais responsables de leur mal-vivre, redonner un espoir à gauche et une place dans la société pour notre classe. Si-

non, une population sans avenir ni espoir continuera à voter FN pour exprimer sa colère tant que la question sociale restera le tabou absolu de la gauche. Symbole de cette confusion : Steve Briois, à peine élu, installant le buste de Jaurès dans son bureau de maire FN...

VICTOIRE DANS DES VILLES MALADES

Au second tour, en plus d'Hénin-Beaumont et d'Orange (car l'extrême-droite peut aussi gagner dès le premier tour !), la « droite nationale » l'a emporté dans une quinzaine de villes et villages. Le FN a gagné dans des villes malades, cumulant souvent une corruption généralisée, un clientélisme à peine dissimulé, un chômage plus élevé que la moyenne et une lourde insécurité. Il a leurré un certain nombre d'électeurs en se présentant comme une alternative.

Le plus grand échec du Front dans ces municipales restera de ne pas avoir réussi à faire exploser la droite classique. Alors que le monde médiatique prédisait des accords d'entre deux tours, il n'en a rien été. Si cela s'explique en partie par le niveau élevé du vote UMP dès le premier tour, il faut aussi noter un phénomène de « vote utile » clandestin. En effet, une fraction des électeurs FN du premier tour s'est transférée à droite quand la victoire sur la gauche semblait possible : cela a été le cas à Belfort, Tourcoing et plus encore à Aubagne où le Front a perdu la moitié de son score entre les deux tours, de nombreux électeurs frontistes choisissant de voter utile contre un maire communiste. De quoi relativiser le discours sur un Front « ni à droite, ni à gauche » : c'est bien plutôt « ni à gauche, ni à droite » pour un FN qui participe du bloc des droites, mais en concurrence avec l'UMP. Les jeux interdits du PS visant à utiliser le FN pour diviser la droite en triangulaire n'auront pas suffi, même si cela a permis aux socialistes de gagner à Strasbourg, Avignon ou Clermont-Ferrand.

Si le FN gagne dans des villes populaires historiquement de gauche (Hénin-Beaumont, Hayange, Mantes-la-Ville, Marseille 7), il a aussi réussi dans des villes solidement ancrées à droite (Fréjus, Beaucaire). Certains maires FN ont des profils « classiques » (comme l'ancien parachutiste Briffaut ou Stéphane Ravier à Marseille), mais

d'autres sont plus atypiques comme l'ouvrier Engelmann, le prof Cyril Nauth à Mantes-la-Jolie ou encore les deux homosexuels. Ces élections sont aussi l'arrivée aux responsabilités d'une nouvelle génération de cadres qui n'ont pas les mêmes obsessions que les anciens.

LES RISQUES

DE L'INSTITUTIONNALISATION

Un enjeu pour le FN va maintenant être de garder le contrôle sur ses élus : en 1995, il n'avait pratiquement aucune influence sur les politiques des maires qu'il avait fait élire. Le parti qui adore l'ordre ayant étonnamment une forte tradition d'indiscipline...

Marine Le Pen, arrivera-t-elle à garder le contrôle ? Voire à piloter les mairies FN ? Les premières incohérences des maires FN (sur les indemnités des élus ou les repas de substitution à la cantine), les dérapages (lorsque Briffaut refuse de célébrer l'abolition de l'esclavage et se fait désavouer par Marine Le Pen) ou les tensions avec Robert Ménard, semblent montrer des élus incontrôlables.

Autre enjeu essentiel : éviter la déception des électeurs FN devant des maires frontistes incapables de tenir leurs promesses. Il sera plus difficile pour le Front de se présenter comme une alternative maintenant qu'il a plusieurs centaines de petits notables pas forcément plus efficaces que les autres. Les contradictions devraient s'aiguiser entre élus et électeurs du FN. Comment concilier le petit commerçant qui veut voir baisser ses impôts et la smicarde à qui on a refusé un logement et une place en crèche ? Pour tenir leurs promesses électorales de baisse des impôts locaux, les maires FN devront appliquer une politique de réduction des services publics : la même politique de rigueur que Marine Le Pen dénonce à l'échelon national !

Le FN risque donc l'institutionnalisation, la banalisation et pourra moins se présenter comme anti-système. Des groupes sur sa droite pourront alors essayer d'occuper le terrain. A droite du Front, on note les scores élevés d'anciens du FN se présentant pour le Parti de la France (à Craon, Ronchamp ou Vernon) ou pour l'Œuvre française (à Vénissieux), récupérant certainement les électeurs frontistes dans ces villes sans candidats officiels du FN. □

Non à Bruxelles OUI À LA FRANCE

Mains sales, profil bas : le FN au pouvoir

PAR BERTOLD DU RYON ET RAOUL GUERRA

Meeting FN mai du 1^{er} mai 2014 à Paris. Legayo.

Malgré des scores électoraux souvent confortables, les possibilités offertes au FN de mettre en application son programme ont été rares. La divine surprise se présente lors des élections municipales de 1995 et 1997: quatre villes du sud de la France tombent entre ses mains. Le Front entend y démontrer qu'il est à même de gouverner. Marignane, Orange, Toulon puis Vitrolles seront donc ces « villes laboratoires »...

Éminemment symbolique, la préférence nationale est tout d'abord déclinée localement en préférence toulonnaise, orangeoise... Avec la finesse d'une pelleuse, elle sera mise en application dès l'arrivée de Catherine Mégret à la mairie de Vitrolles. Une allocation de naissance de 5000 francs réservés aux enfants de parents français ou ressortissants de l'UE est instaurée dès janvier 1998. Condamnée pour discrimination par le tribunal d'Aix-en-Provence, la municipalité déclare que la loi est mauvaise: il faut donc « élire de nombreux députés FN à l'Assemblée nationale, afin de la changer » pour appliquer cette « gestion de rupture ». Dans les autres mairies, cette discrimination sera mise en œuvre de façon moins spectaculaire: les certificats d'hébergement nécessaires pour les demandes de visa seront ainsi beaucoup plus rarement délivrés et les mariages binationaux bloqués. En fait de préférence nationale, c'est avant tout une politique de préférence familiale...

et politique qui sera mise en œuvre. Tous les postes clé sont ainsi attribués à des proches, les fameux « copains et coquins » vitupérés par Jean-Marie Le Pen quand il parle des autres. Licenciant à tour de bras, les municipalités frontistes font du népotisme et du clientélisme un principe de gestion. Parmi les plus symboliques, Catherine Mégret¹ remplace son mari dans son fauteuil de maire, André-Yves Beck² est promu attaché à la communication, Mario d'Ambrosio, responsable de la mort d'Ibrahim Ali à Marseille en 1995, est embauché à sa sortie de prison...

Cette politique se double, économies obligent, d'une baisse « idéologique » des subventions accordées aux maisons de quartiers, aux associations et aux structures jugées hostiles: à Toulon, les budgets destinés aux associations qui interviennent auprès des populations issues de l'immigration sont réorientés vers les anciens combattants ou les pieds-noirs, celle du Centre communautaire israélite est supprimée mais celle de la Société des amis des chats augmente de

40000 francs, tandis que le Secours populaire n'en obtient que 8000. Idem pour la FCPE, l'association de lutte contre le sida Aides (une « association d'homosexuels »)... A Toulon toujours, les budgets dédiés aux fournitures scolaires et au sport baissent de 25%, aux affaires sociales (désormais gérées dans les quatre villes par des associations amies) de 10%. A Marignane, les Restos du cœur voient leur aide supprimée et Simonpiéri transfère les sommes jusqu'alors versées à une association d'aides aux devoirs vers une association créée par sa mairie. Celle-ci se félicite alors qu'« aucun Maghrébin, aucune personne étrangère ou d'origine étrangère non européenne ne [se soit] présentée à nos services. Cela doit être l'effet dissuasif du label FN ».

AUSTÉRITÉ...

MAIS PAS POUR TOUT LE MONDE

Ayant fait de la baisse des impôts un des axes majeurs de leurs campagnes, les





mairies FN vont se proclamer exemplaires en la matière. Comme il n'existe pas de petites économies, tous les moyens sont bons : diminution des budgets alloués aux travaux de voirie, au ramassage des ordures ménagères, à l'éclairage public, mise en service du chauffage retardée dans les écoles publiques, cantines scolaires réservées aux enfants dont les deux parents peuvent prouver qu'ils ont un emploi...

Si les coups pleuvent sur les classes populaires, qu'elles se consolent : leurs efforts vont profiter à l'entourage frontiste. Explosion des « frais de bouche » à Vitrolles, à Orange dépenses « à caractère familial » pour les époux Bompard – spa, parfums, cigares, instruments de musique, literie... Les avantages en nature pleuvent également : logements de fonction attribués « à titre gratuit », 33 véhicules de fonction acquis entre 1998 et 2001...

Mais pour mettre en œuvre une politique municipale calamiteuse, il faut des moyens ! Alors à Toulon, les charges de personnel augmentent de 31 %, tandis que Vitrolles compte 30 % de personnel municipal de plus qu'ailleurs. Côté sécuritaire, si le nombre d'éducateurs chute, celui des policiers municipaux et l'artillerie qui les équipe explosent dans les quatre villes. Bilan des courses : les baisses d'impôts proclamées s'avèrent un pur mensonge. A Marignane, Orange et Toulon les impôts locaux augmentent. La chambre régionale des comptes rend un rapport accablant sur la gestion de Marignane et Vitrolles. En 2001, Toulon est surendettée. Incapables d'élaborer un budget, les élus FN avaient pourtant eu recours pour cela à des cabinets privés.

LA CULTURE AU REBUT

Un certain nombre de mesures relevant avant tout d'actes symboliques vont également être prises. Vitrolles devient « Vitrolles en Provence »³ et le drapeau provençal est remplacé par l'ancien drapeau royal des comtes de Provence. Des rues sont débaptisées : l'avenue Salvador Allende devient ainsi l'avenue Mère Térésa, l'avenue Jean-Marie Tjibaou (dirigeant indépendantiste kanak assassiné en 1989) est remplacée par l'avenue Jean-Pierre Stirbois (dirigeant du FN mort en 1988)... Les mairies frontistes vont par ailleurs se montrer extrêmement actives dans le domaine de la culture et lui appliquer leur conception « civilisationnelle » de l'art :

à la culture « rap-tag-Lang », place au folklore ! Chantre de l'identité provençale, Raimu est mis à toutes les sauces. Plus généralement, les financements jusqu'alors attribués à « la culture vivante » se déplacent vers « le patrimoine » : à Orange, Bompard suspend le financement du festival d'opéra et de musique classique *Les Chorégies* ; la salle de concerts *Le sous-marin* est murée à Vitrolles ; Régine Juin, responsable du cinéma *Les lumières*, est licenciée pour « refus d'obtempérer »⁴ ; le 11^e festival de la bande dessinée d'Orange, auquel on demande 56 000 francs de location de salle, doit déménager...

Se développent en revanche des concours en tous genres : fanfare, danse de salon, chant et même... Fête du cochon ! Tout cela dans le but d'enraciner « une jeunesse dans la culture toulonnaise »⁵.

Le sort réservé aux bibliothèques dans ces quatre villes est symptomatique : si une tripotée de publications voient leurs abonnements supprimés – *Le Monde*, *Libération*, mais également *Okapi* ou *Je bouquine* –, d'autres remplissent les présentoirs vidés : *Présent*, *Identité*, *Eléments*, *Krisis*... rejoins par les ouvrages de Brasillach et Julius Evola... Sous la pression, les bibliothécaires quittent les lieux ou sont remplacés par des proches des équipes municipales.

Vingt ans plus tard, un silence tonitruant pèse, de la part du FN mais également des médias, sur cette pathétique mais néanmoins instructive séquence.

ET MAINTENANT ?

Depuis le 30 mars 2014, dix municipalités ont à nouveau un maire FN, une onzième ville (Béziers) ayant élu Robert Ménard, non encarté mais élu sur une liste soutenue par le Front. Pour sa part, la « Ligue du Sud » de Jacques Bompard gère désormais quatre municipalités dans le Sud-est de la France. Selon Marine Le Pen, il ne serait pas question de répéter les erreurs commises il y a vingt ans. Elle a ainsi réfuté l'idée de « laboratoires » : les futures municipalités gérées par le FN auront pour tâche de développer une politique locale et non de mettre en œuvre des directives idéologiques venant d'en haut. Il ne faudrait pas s'attendre cette fois-ci à une épuration des bibliothèques ou du personnel municipal⁶. Il n'en demeure pas moins que le FN a créé une cellule de recrutement de cadres de l'administration territoriale, destinée à encadrer des personnels volontaires pour travailler dans une mairie frontiste.

Le FN semble donc vouloir axer sa politique municipale sur son marronnier : la recherche d'économies. Dans la nouvelle ville « phare » d'Hénin-Beaumont a été annoncé un « vaste plan d'économies à partir de 2015 »... mais également une baisse de la taxe d'habitation de 10 %. Cette baisse devant s'effectuer sur la base d'un pourcentage fixe, elle avantagera avant tout les plus fortunés. La Cour des comptes ayant manifesté son désaccord – Hénin-Beaumont cumule 30 millions d'euros de dette pour 26 000 habitants –, le maire Steve Briois a répliqué qu'il allait « chercher des subventions à l'endroit approprié ». Par exemple auprès de l'UE !

Cette « chasse au gaspi » n'attendant pas, des coupes ont d'ores et déjà eu lieu : baisses des subventions versées à l'UL CGT et à la FCPE à Villers-Cotterêts, fin de la mise à disposition gratuite d'un local à la LDH à Hénin-Beaumont...

Côté mesures spectaculaires pouvant servir de « marqueurs » idéologiques, le FN s'est pour le moment davantage retenu qu'il y a vingt ans. Cependant, en guise de bonne volonté adressée à son électorat le plus raciste, il a déjà annulé la commémoration de l'abolition de l'esclavage à Villers-Cotterêts, interdit aux forces de gauche d'effectuer un dépôt de gerbe le jour de la commémoration de la déportation à Mantes-la-Ville, dont le maire, Cyril Nauth a annoncé par ailleurs qu'il s'opposera au projet de salle de prière musulmane, agréé par la municipalité précédente. A Béziers, ce sont des militants d'extrême droite réputées « radicaux » qui ont été nommés à des postes de direction. Entre un électorat qui réclame des mesures visibles, les aspirations des élus et les ambitions nationales d'une Marine Le Pen en quête de respectabilité, les contradictions sont donc nombreuses. Deux des maires FN du Var fraîchement élus⁷ ont commencé à taper dans les caisses dès leurs prises de fonction... □

1 « Talenteuse » épouse de Bruno Mégret, alors numéro deux et idéologue du FN, candidat à Vitrolles mais jugé inéligible.

2 Troisième voie, Nouvelle résistance...

3 Décision annulée par la préfecture...

4 Refus de déprogrammer une série de court-métrages sur le thème « L'amour au temps du Sida ».

5 Selon le bulletin municipal « Le Toulonnais », n° 17 de décembre 1996.

6 « Pour supprimer des postes, nous allons attendre que des gens partent, en retraite ou pour d'autres raisons. »

7 « Philippe de la Grange [Le Luc, 83] a augmenté de 15 % son indemnité et celle de ses adjoints. A Cogolin, Marc-Etienne Lansade s'est octroyé une enveloppe mensuelle de 1 250 euros pour ses « frais de représentation. » « Le Figaro », 24 avril 2014.

Alain Soral, national-socialiste décomplexé

PAR JULIEN SALINGUE



Affiche de la « liste antisioniste » présentée par Dieudonné et Soral (ici à droite) aux élections européennes de 2009. DR.

On trouve aux marges du FN nombre de fascistes et nazis fiers de l'être... L'exemple le plus connu est sans doute celui d'Alain Soral, idéologue et parrain politique de Dieudonné.

« **E**n tant que national-socialiste français, ça m'agace d'être rangé à l'extrême droite, qualificatif qui désigne pour moi les néoconservateurs, les impérialistes américano-sionistes et le pouvoir bancaire international... Donc, ma réponse, c'est que je ne suis pas d'extrême droite, je suis national-socialiste, mais tu peux considérer que c'est pire ! »¹.

« NATIONAL-SOCIALISTE » ?

« National-socialiste » : énième « provocation » ou expression décomplexée de l'idéologie d'Alain Soral ? A en croire le principal intéressé, nul dérapage, mais bel et bien une position politique assumée, que le président d'Égalité et Réconciliation s'est même empressé de justifier dans une édifiante vidéo². Soral y expose, images de propagande d'époque à l'appui, les bienfaits de la politique économique hitlérienne : « L'Allemagne, après des tâtonnements, de façon empirique, par une synthèse, un mélange de nationalisme et de socialisme, d'économie national-socialiste, a trouvé tous les remèdes à la crise économique dont sont responsables à l'époque la City et Wall Street »³. Avant d'ajouter que c'est pour cette raison que « l'Empire (...) a décidé de la mise à mort de l'Allemagne hitlérienne », et de conclure que « la solution de demain à la crise actuelle (...) avait été toute trouvée par les économistes et les planificateurs nationaux-socialistes allemands »⁴.

Il ne s'agit donc pas d'une provocation, mais d'un héritage revendiqué, qui semble faire écho à la « devise » d'Égalité et Réconciliation : « Gauche du travail, droite des valeurs, pour une réconciliation nationale ! » Ce slogan résume l'enfumage idéologique dont fait preuve Soral, qui prétend réconcilier « droite » et « gauche » par un nationalisme qui se voudrait englobant et protecteur alors qu'il participe de la division du camp des exploités, que cela soit sur des bases nationales, ethniques ou religieuses. La « réconciliation » dont parle Soral est une entreprise de fragmentation et d'affaiblissement des classes opprimées, dont le pseudo-marxiste⁵ entend détourner la colère en désignant des boucs-émissaires. A ce titre, Soral s'inscrit dans une filiation avec l'extrême-droite française traditionnelle, celle qui vantait elle aussi les mérites du régime hitlérien, en désignant comme principal ennemi « le Juif ».

LES THÈSES CLASSIQUES DE L'EXTRÊME DROITE

Soral se défend de tout antisémitisme, et affirme que l'ennemi des « nations » est « l'Empire ». Mais il suffit de le lire dans le texte pour comprendre que « l'Empire » a « quelque chose à voir » avec les Juifs. En témoigne la définition qu'il en donne : « Pilotés de New York, habités d'une idéologie faite de volonté de puissance, de violence destructrice et de

mépris social puisé à l'Ancien testament, c'est cette vision du monde et ce processus que nous appelons : Empire »⁶. L'Ancien testament serait donc la source des maux des peuples du globe, une vieille thèse antisémite à peine réchauffée que Soral complète par une dénonciation récurrente de la franc-maçonnerie, comme lorsqu'il blâme « [la] démocratie parlementaire où une assemblée de professionnels de la politique, formés et encadrés par la maçonnerie, stipendiés ou tenu en respect par l'Argent, joue devant le peuple le spectacle du débat démocratique »⁷.

Soral brouille par ailleurs les repères de classe, dénonçant « l'opposition abstraite prolétariat/bourgeoisie » et prônant « l'union du prolétariat et de la classe moyenne vers la classe moyenne généralisée »⁸. Il distingue le « grand bourgeois spéculateur apatride » du « petit bourgeois entrepreneur enraciné »⁹, entretenant le mythe d'un « bon » capitalisme, industriel, familial et national, opposé à un « mauvais capitalisme », financier, anonyme et transnational. Et les chômeurs d'être qualifiés par Soral de « parasites » au même titre que les spéculateurs, « les rentiers du haut (l'hyperclasse au pouvoir) finançant les rentiers du bas (la sous-classe des chômeurs et des précaires vivant des aides sociales), sur le dos de la classe moyenne productive, la plus ponctionnée par

l'État»¹⁰. Et d'ajouter, avec un mépris social qui n'a pas grand chose à voir avec l'Ancien testament, que l'assurance chômage favorise « [l']alcoolisme, grâce au RMI puis au RSA payés par le monde du travail »¹¹.

LE TEMPS BÉNI DES COLONIES

En réalité, Soral instrumentalise, galvaude les termes « gauche » et « socialisme », afin de construire un positionnement politique soi-disant au-dessus des partis et de prôner une alliance entre petits patrons et ouvriers nationaux, contre les « parasites », qu'ils soient chômeurs, syndicalistes ou spéculateurs. Une rhétorique typique des courants fascistes, qui prône de fausses alliances de classes en faisant fi d'évidentes contradictions, entre autres sur les questions de couverture sociale, de droit du travail ou de fiscalité.

Dans la tradition de l'extrême droite, le discours de Soral est un *patchwork* idéologique qui ne touche pas aux fondements du capitalisme, qui prône d'impossibles alliances au nom d'un « intérêt national » gommant les contradictions de classes, et qui désigne de faux ennemis, de « l'intérieur » ou de « l'extérieur ». Les Juifs et les francs-maçons ne sont en effet pas les seuls responsables du « déclin de la France », comme on l'apprend dans une saillie dont certains qui croient trouver en Soral un allié devraient se souvenir : « la maghrébisisation, l'africanisation, la tiers-mondisation de la France ont fait baisser vertigineusement le niveau de civisme et de civilité de la population française »¹². Rien d'étonnant, finalement, chez ce nationaliste nostalgique de l'Algérie française : « Plus je vois la merde noire (...) dans laquelle l'Algérie s'enfonce un peu plus chaque jour, plus je découvre en images que les seules choses qui tiennent encore debout là-bas (...) sont celles que la France coloniale y a construites, plus je me dis que leur seul espoir, c'est qu'on y retourne »¹³.

LE PARAVENT DE L'ANTISIONISME

Et pourtant... Malgré leurs contradictions et leur parenté avec la rhétorique de l'extrême droite classique, les thèses de Soral connaissent aujourd'hui un écho sans précédent, qui peut se mesurer à l'aune de la fréquentation du site et des vidéos d'Égalité et Réconciliation. Trois facteurs

permettent de comprendre ce phénomène : le travestissement de l'antisémitisme en antisionisme, à l'heure où la politique israélienne fait l'objet d'une indignation sans cesse grandissante ; la rhétorique délibérément complotiste de Soral, qui bénéficie d'un important écho à une époque où les populations se sentent, à juste titre, dépossédées de leur souveraineté politique ; la faiblesse de la gauche radicale et du mouvement ouvrier.

Soral entretient ainsi une confusion permanente entre dénonciation du « sionisme » et dénonciation du « judaïsme », comme dans ces déclarations faites à France 2 en 2004 : « en gros, c'est à peu près ça leur histoire, tu vois. Ça fait quand même 2500 ans que chaque fois qu'ils mettent les pieds quelque part, au bout de 50 ans ils se font dérouiller »¹⁴. Soral surfe sur l'hostilité à Israël et dénonce un « sionisme » imaginaire, qui serait inhérent au judaïsme et qui n'aurait, en définitive, pas grand chose à voir avec ce qu'est le véritable sionisme, à savoir le projet d'établissement d'un Etat juif et la défense inconditionnelle de sa légitimité.

En effet, le « sionisme » dénoncé par Soral est une entité transnationale, aux contours mal définis, qui dicterait sa politique aux banques, aux gouvernements des pays occidentaux et aux médias, et qui serait ainsi la source de la crise économique, politique et sociale. On est très loin d'Israël et des Palestiniens, et beaucoup plus près de « l'Ancien testament » qui inspirerait « Wall Street »... On comprend dès lors pourquoi Soral, en bon nationaliste, avalise en réalité le fond du projet sioniste, quand il déclare sans sourciller : « si on était resté au projet de Herzl, de faire un Etat juif où les Juifs pourraient vivre en tant que nation comme les autres nations, sans renouer avec le projet biblique qui n'est pas un projet nationaliste – c'est un projet de domination mondiale et mondialiste au nom d'une élection divine, ce n'est pas du tout la même chose –, (...) je serais le premier des sionistes, bien évidemment »¹⁵.

COMLOTISME ET RENONCEMENTS DE LA GAUCHE

Le pseudo-antisionisme de Soral s'inscrit dans une rhétorique antisémite et complotiste (« projet de domination mondiale et mondialiste au nom d'une élection divine »), qui entend fournir une « explication » à des phénomènes politiques, économiques et sociaux bien réels par la dénonciation

d'une oligarchie invisible, mouvante, faite de réseaux, de structures secrètes... au-dessus des Etats et des cadres officiels d'exercice du pouvoir, qu'il soit politique ou économique. Une « explication » commode, qui évite à son auteur de s'encombrer de raisonnements et de démonstrations précises, et qui peut rencontrer un écho chez celles et ceux qui, révoltés par les dégâts du capitalisme, peuvent être tentés par des thèses séduisantes qui, en définitive, n'expliquent rien et sont un appel à l'inaction et à la résignation, dans la mesure où « l'ennemi » est insaisissable et, dès lors, inattaquable.

L'audience de ces thèses fait malheureusement écho à un sentiment d'impuissance de plus en plus diffus, produit de décennies de renoncements de la gauche et du mouvement ouvrier. Combattre Soral, c'est aussi réhabiliter la politique, redonner un sens à l'action collective, lutter au quotidien contre toutes les tentatives de division chez les opprimés, au premier rang desquelles le racisme et l'islamophobie, et ne pas se contenter d'une dénonciation idéologique du néo-fascisme soralien. Dans un pays où le FN peut arriver largement en tête d'un scrutin national, il serait illusoire de penser que seul un contre-discours pourrait réduire l'influence des extrêmes droites. Le succès d'un Soral est le miroir déformant de nos propres échecs, et ce n'est que par une activité politique concrète redonnant sa crédibilité à l'internationalisme, à l'idée de solidarité entre les opprimés et aux projets de transformation sociale, qu'il pourra être combattu. □

1 Érice Naulleau et Alain Soral, « Dialogues désaccordés », Paris, Éditions Blanche/Hugo & Cie, 2013, p. 64.

2 « National-socialiste ? Alain Soral répond ! », site d'Égalité et Réconciliation, 30 mars 2014.

3 Idem (l'extrait est en réalité une reprise d'une vidéo de février 2013).

4 Idem (même remarque).

5 Sur le pseudo-marxisme de Soral, voir entre autres Jean-Paul Gautier, « Alain Soral : de Pif Gadget à Comprendre l'Empire », sur le blog de la commission antifasciste du NPA, <http://tantquillefaudra.org/actu/article/alain-soral-pif-gadget>.

6 Alain Soral, « Comprendre l'Empire. Demain la gouvernance globale ou la révolte des Nations ? », Paris, Éditions Blanche, 2011, p. 72.

7 Idem, p. 149.

8 Idem, p. 132.

9 Idem, p. 133.

10 Idem, p. 142.

11 Idem.

12 Alain Soral, « Jusqu'où va-t-on descendre ? (Abécédaire de la bêtise ambiante) », Paris, Éditions Blanche, 2002, p. 39.

13 Idem, p. 7.

14 Alain Soral dans « Complément d'enquête », France 2, 20 septembre 2004.

15 « Alain Soral, entretien de janvier 2012 (partie 2) », site d'Égalité et Réconciliation, 26 janvier 2012.

Les milices patronales : fascistes et truands au service du capital

PAR GÉRARD DELTEIL

Si les organisations d'extrême droite ne sont pas intervenues sous leurs propres sigles pour attaquer directement des travailleurs en grève, elles ont en revanche largement fourni en cadres et en hommes de main les milices patronales.

Cette participation quasi systématique à des actions de répression violente des travailleurs atteste du caractère anti-ouvrier des diverses formations d'extrême droite et néofascistes, même quand elles tiennent un langage plus ou moins populiste.

Parmi les diverses milices anti-ouvrières formées depuis la libération, les plus emblématiques sont celles constituées par le patronat de l'automobile, chez Peugeot, Citroën et Simca Chrysler dans les années soixante et soixante-dix. Objectif: imposer un rythme de travail intensif, en particulier à la fraction la plus exploitée des ouvriers, les OS. Dans l'automobile, qui compte alors les plus fortes concentrations de travailleurs à la chaîne, toute grève, même partielle peut ralentir ou bloquer la production, et réduire les profits.

Ainsi, la direction de Renault précise ses buts avec le plus grand cynisme: «Chacun doit être conscient que le travail des OS est l'élément fondamental de l'établissement des marges bénéficiaires dans le système économique actuel»¹. La Régie se contentera cependant d'employer des vigiles musclés, selon une tradition ancienne, qui remonte à la «volante», police interne officielle chargée de faire régner l'ordre patronal, dont un des membres, Jean-Antoine Tramoni, assassina le jeune ouvrier maoïste Pierre Overney, le 25 février 1972.



MILITAIRES, COLLABOS ET FASCISTES

C'est la direction de Peugeot qui, après les grandes grèves de mai 68, au cours desquelles deux ouvriers seront tués par les CRS à Sochaux et deux autres gravement mutilés, constituera une véritable petite armée privée. Elle considère en effet que ni les «forces de l'ordre» légales, ni même la CFT², ne suffisent pour imposer quotidiennement l'ordre patronal dans les ateliers. Une «grève bouchon» de 146 «pistoliers» (peintres) a en effet suffi quelques mois plus tard pour paralyser le travail de 31 000 ouvriers!

Les CV des commanditaires et cadres de cette milice sont éloquentes. Le directeur du personnel, Charles Feuvrier, est un ancien militaire qui a pour bras droit un autre militaire, le Colonel Henri Cocogne (qui deviendra l'un des chefs de cette milice), avec un ancien parachutiste et membre du groupe néofasciste Ordre Nouveau, Jean-Claude Hourdeaux. Parmi les hommes de confiance chargés de recruter et encadrer les mercenaires, on trouve un ancien adjoint du tortionnaire Bigeard, le colonel Albert Lenoir, un ancien d'Indochine, Guy Maury, et deux

vétérans de l'OAS, Claude Peintre, l'assassin d'un avocat libéral pendant la guerre d'Algérie, et Jacques Prévost, ancien participant au commando qui tenta d'assassiner De Gaulle au Petit-Clamart le 28 août 1962.

L'encadrement de cette milice est donc clairement confié à des fascistes et à des militaires qui, on peut le supposer, n'ont guère de divergences idéologiques avec eux. Comme piétaille, ils vont recruter parmi des militaires démobilisés, notamment des légionnaires, et au sein de la pègre. Les candidats sont appâtés par un double salaire: un salaire officiel d'employé de Peugeot (pas pour travailler sur les chaînes évidemment) et un second salaire établi par une «Compagnie européenne d'organisation».

Plusieurs centaines de mercenaires vont donc débarquer à Sochaux (leur nombre exact n'est pas connu). Leur mission: surveiller, ficher, intimider les ouvriers et les syndicalistes les plus combattifs, et éventuellement cogner. Ils «travaillent» à partir de fiches établies par Peugeot qui



DR.

comportent les noms, adresses, photos, renseignements politiques et personnels. En principe, ils ne sont pas armés, mais beaucoup d'entre eux ont enfreint ces ordres et sont descendus avec leurs «outils» personnels : pistolets, poignards de combat. On leur demande aussi parfois d'infiltrer les syndicats et l'un d'eux se fera même convaincre par les militants de la légitimité de leur lutte pour leurs conditions de travail et retournera sa veste! Fort de ses succès, l'un des cadres de cette milice, le militant d'Ordre Nouveau Jean-Claude Nourry, va tenter de vendre son savoir-faire à d'autres patrons en faisant circuler un document sur «*l'infiltration gauchiste dans les entreprises et les moyens d'y faire face*»...

Si ces mercenaires sont basés à Sochaux pour la plupart, la direction Peugeot va les utiliser dans ses diverses unités de production: Lille, Mulhouse et Saint Etienne notamment, en leur fournissant des moyens de transport rapide le cas échéant. Ainsi, le 12 avril 1972, un commando de plusieurs dizaines de gros bras armés de manches de pioche, commandés par le colonel Cocogne et Hourdeaux (le nervi d'Ordre Nouveau), va «évacuer» par la force les ouvriers qui occupent l'usine de Saint Etienne depuis le 4 avril, les attaquant par surprise et les matraquant violemment pendant leur sommeil. Mais, dès le lendemain, les grévistes reviennent en force, soutenus par des ouvriers d'autres entreprises, et mettent les mercenaires en déroute. La plupart s'enfuit. Il ne reste plus qu'un petit groupe autour du colonel, qui ne devra son salut qu'à l'intervention des CRS – lesquels n'avaient pas bronché jusque-là...

A Sochaux même, les mercenaires tenteront de faire régner la terreur dans l'usine et dans la ville, mais vont aussi n'en faire qu'à leur tête et surtout agir pour leur propre compte. Les actes de racket, d'agression se multiplient, le

proxénétisme fleurit, une militante «gauchiste» échappe de justesse à une tentative de viol. De plus, les règlements de comptes internes se multiplient, certains mercenaires s'estimant sous-payés et leurs chefs ne tenant pas toujours leurs promesses. Les flics du coin sont excédés. Quand les malfrats sont interpellés, ils exhibent leur carte de Peugeot et prétendent qu'ils sont couverts. Les rapports envoyés à Paris restent sans suite. Les patrons de Peugeot ont le bras long. Mais la débâcle d'avril 1972 va sonner le glas de cette petite armée privée que Peugeot devra se résigner à dissoudre.

LA CFT CITROËN : VIOL ET ASSASSINATS

Chez Citroën et chez Simca-Chrysler, c'est directement la CFT qui jouera un rôle équivalent.

Créée en 1959 à partir des débris de la minuscule CGSI (Confédération générale des syndicats indépendants), dirigée par l'ancien ministre du travail de Pétain René Belin, celle-ci réussira à réunir au nom de l'anticommunisme des ennemis d'hier, gaullistes du RPF et anciens collabos. Ce qui n'empêchera pas les magouilles et bagarres internes pour se disputer le pouvoir sur ce petit appareil et la manne patronale qui va avec.

On retrouve au sein de la CFT de vieux routiers du fascisme et de la collaboration, tel Marcel Driot, son président pendant plusieurs années, ex-volontaire dans l'armée franquiste pendant la guerre d'Espagne et membre du Service d'ordre légionnaire de Joseph Darnand, et plusieurs anciens de la Légion des volontaires français contre le

bolchevisme. C'est cependant Jacques Simakis, un syndicaliste maison de Rhône Poulenc, moins marqué par son passé, qui s'imposera à la tête de la CFT. Celle-ci sévira en particulier chez Citroën et Simca Chrysler en employant des méthodes musclées: pressions, flicage, matraquage, infiltration. En parallèle, Citroën aura recours à une tactique efficace de paternalisme, en quadrillant les ateliers avec des agents de secteur disposant du pouvoir de dispenser des prébendes: primes, augmentations, promotions, postes moins pénibles, etc.

Les patrons n'hésiteront pas à se prêter ou louer leurs équipes de mercenaires, de sorte que leur champ d'action sera beaucoup plus large. L'un des exploits de les plus spectaculaires de ces truands du patronat fut le mitraillage du piquet de grève des Verreries mécaniques champenoises dans la nuit du 5 juin 1977, faisant plusieurs blessés et un mort, l'ouvrier Pierre Maître. Cette agression sanglante succédait à plusieurs tentatives infructueuses de la police pour déloger les grévistes. Le patron de l'entreprise, dont le fondateur était le père du sinistre Maurice Papon, avait estimé que ça n'allait pas assez vite. Un autre fait d'armes notoire fut l'enlèvement et le viol d'une jeune militante d'extrême gauche par des hommes de la CFT de Citroën, le 27 avril 1977, après l'attaque par une cinquantaine de nervis de la CFT d'un bal populaire organisé à Issy-les-Moulineaux avec des travailleurs immigrés.

Cette série de «bavures» largement médiatisée contraindra l'organisation de Simakis à changer de sigle en 1977 pour devenir la CSL – Confédération des syndicats libres –, afin de se donner une façade plus respectable. En 2002, la CSL sera dissoute à son tour, mais ses sections syndicales poursuivront leur activité sous d'autres sigles tel que le Syndicat indépendant de l'automobile chez PSA.

La politique de répression spectaculaire sera alors abandonnée par le patronat de ces secteurs pour revenir à un paternalisme musclé plus traditionnel. Mais on ne peut douter que, si le besoin s'en faisait sentir, il renouerait rapidement avec ses traditions de violence anti-ouvrière. □

¹ Directive interne du 8 avril 1973 citée par Claude Angeli et Nicolas Brimo dans «Une milice patronale: Peugeot», Maspéro, 1975.

² Confédération française du travail, «syndicat» patronal composé de chefs et de gros bras.

Sources:

Les truands du patronat, Marcel Caille, Editions sociales, 1977.

L'assassin était chez Citroën, Marcel Caille, Editions sociales, 1978.

Militant chez Simca-Chrysler, Henri Rollin, Editions sociales, 1977.

Une milice patronale: Peugeot. Claude Angeli et Nicolas Brimo, Maspéro, 1975.

Février 1934: la fin de Vienne la Rouge

PAR HENRI WILNO

« Durant un an, la victoire sans lutte du fascisme allemand a pesé sur le prolétariat international (...) C'est alors que, entouré à l'extérieur de puissants Etats réactionnaires, à l'intérieur de deux courants contre-révolutionnaires, le prolétariat autrichien se souleva »¹.

L'insurrection des travailleurs viennois fut effectivement, avec la guerre d'Espagne, la seule résistance armée à l'avènement du fascisme. Son échec fait partie des tragédies du 20^e siècle.

largement inscrites dans les événements survenus depuis 1918. A plusieurs reprises, les sociaux-démocrates autrichiens avaient semblé aux portes du pouvoir mais, à chaque fois, ils avaient reculé de telle sorte que l'affrontement militaire se situa au moment où leur heure était sans doute passée. Même si, bien sûr, le succès n'aurait pas été forcément au rendez-vous d'une stratégie plus hardie.

1918-1919: LE REcul DEVANT LA PRISE DU POUVOIR

Le 14 janvier 1918, des grèves commencèrent à Vienne et s'étendirent rapidement à toute l'Autriche et à d'autres parties de l'empire austro-hongrois. Dans les motifs se mêlaient le rationnement alimentaire et l'aspiration à la fin de la guerre. Dans un texte écrit en 1923, Otto Bauer, qui était en 1918 un des dirigeants de la gauche de la social-démocratie, insiste sur l'espoir qu'avaient les masses *« de pouvoir transformer immédiatement la grève en révolution, de s'emparer du pouvoir et de gagner la paix »*. Le gouvernement impérial semblait impuissant et, pourtant, au lieu de se porter à la tête du mouvement, les dirigeants de la social-démocratie autrichienne, la droite mais aussi la gauche du parti, s'employèrent à canaliser le mouvement, à le faire (non sans mal) rentrer dans son lit en arrachant des concessions de façade au gouvernement.

Dans le texte cité, Otto Bauer précise: *« nous ne pouvions pas vouloir la transformation de la grève en révolution »*. Il insiste sur le risque de répression interne et d'une éventuelle entrée en Autriche, pour écraser la révolution, de troupes allemandes par le Nord et de troupes de l'Entente (alliés de la France) au Sud. Comme le souligne Roman Rodolsky, Otto Bauer *« pour prouver que la grève de janvier était vouée à l'échec, construit le modèle d'une révolution limitée à l'Autriche, confrontée à un puissant ennemi extérieur, lequel serait lui-même immunisé contre toute secousse révolutionnaire »*², ce qui était très discutable quelques mois avant l'effondrement des deux Empires centraux.

A l'automne 1918, la monarchie austro-hongroise se disloqua. Plutôt que de revendiquer le pouvoir pour les conseils d'ouvriers et de soldats qui se

développaient, les sociaux-démocrates acceptèrent de diriger un gouvernement de coalition issu de l'Assemblée nationale provisoire. Les conseils étaient un lieu de débat politique mais aussi de prise en charge de besoins concrets de la société dans une situation de crise de l'Etat: ravitaillement, gestion du logement, soutien aux chômeurs; ils prirent le contrôle de quelques entreprises. Il n'y eut pas d'évolution vers une situation de double pouvoir, notamment du fait de l'hégémonie sociale-démocrate en leur sein et de la confiance que les travailleurs, même ceux favorable à une issue révolutionnaire, leur témoignaient: les élections aux conseils donneront moins de 10% des voix aux communistes.

Les communistes, qui revendiquaient une République des conseils, ne réussirent à se rallier aucun dirigeant important de la social-démocratie. Une Assemblée constituante fut élue en février 1919, le social-démocrate Karl Renner devint chancelier tandis que la révolution gagnait la Hongrie (le 21 mars 1919) et la Bavière (7 avril). La république des conseils de Budapest se tourna vers Vienne pour obtenir un soutien, mais les sociaux-démocrates persistèrent dans leur politique d'union nationale.

Otto Bauer (alors ministre des affaires étrangères) a toujours reconnu dans ses écrits que la prise du pouvoir aurait été possible à ce moment-là, mais il soutenait que le pouvoir prolétarien n'aurait pas duré, confronté à la contre-révolution et à l'intervention des puissances étrangères. S'y ajoutait la situation économique de l'Autriche qui, coupée de l'ancien Empire, ne pouvait subsister sans importations importantes de charbon et de céréales. Mieux valait donc conserver un parti social-démocrate puissant que de risquer de tout perdre. De ce point de vue, les initiatives des communistes autrichiens devaient être combattues: leurs actions dans l'optique de la prise du pouvoir en avril et juin 1919 furent donc réprimées avec la participation des ministres socialistes, tandis que le SDAPÖ utilisait son influence dans les conseils ouvriers pour isoler les communistes. Les révolutions

Avant ces journées de combat, « Vienne la Rouge » avait l'aura de conquêtes sociales majeures pour les ouvriers et d'un parti social-démocrate (SDAPÖ)² dont la puissante milice armée saurait mettre en échec, le moment venu, la réaction. Tout cela s'effondra en quelques jours, mais les prémisses de la défaite étaient

bavaroise et hongroise furent laissées à leur sort; pourtant si l'Autriche avait donné la main d'un côté à la Hongrie, de l'autre à la Bavière, la situation en Europe centrale aurait peut-être été bouleversée⁴. L'écrasement de la révolution hongroise retentit sur les conseils autrichiens, que les sociaux démocrates s'employèrent à vider de leur substance révolutionnaire et à faire rentrer dans le moule des institutions. Les fonctions qu'ils exerçaient revinrent peu à peu à des administrations et au marché. Une loi de mai 1919 organisa la représentation du personnel dans les entreprises. Otto Bauer, pour sa part, insistait sur le fait qu'une collectivisation de l'économie nécessitait une formation préalable des travailleurs.

VIENNE LA ROUGE

Aux élections de 1920, les sociaux-démocrates furent repoussés à la deuxième place. Ils perdirent le poste de chancelier au profit des chrétiens sociaux (mais restèrent un temps au gouvernement). Un certain nombre de réformes sociales importantes (congés payés, réduction du temps de travail, assurance-maladie, droit de vote des femmes, interdiction du travail des enfants, abolition de la

peine de mort, etc.) entrèrent en vigueur: la social-démocratie voulait démontrer que si elle renonçait temporairement (?) à la révolution sociale, elle se battait toujours pour plus de justice sociale.

Par ailleurs, le SDAPÖ prit en main la gestion de la province de Vienne où il était hégémonique. Le caractère fédéral de la constitution donnait en effet de larges marges de manœuvre aux autorités de la ville. A Vienne, les sociaux-démocrates impulsèrent des réalisations considérables: construction de cités ouvrières grandioses dotées d'appartements confortables (comme le Karl-Marx-Hof) et de crèches; création de centres de santé et de colonies de vacances; réforme de l'éducation, etc. Ces indéniables améliorations de la situation des travailleurs permirent aux socialistes de conserver une large assise. «Vienne la Rouge» devint un modèle.

La social-démocratie autrichienne échappait à la division du mouvement ouvrier: le parti communiste restait très minoritaire, le parti social-démocrate comptait quelque 700 000 membres (dans un pays de moins de 7 millions d'habitants) et obtenait autour de 40%

des voix aux élections nationales (41,1% en 1930). Aux élections locales, à Vienne, son score attint 59% en 1932. Les syndicats à direction social-démocrate regroupaient la grande majorité des salariés syndiqués.

Par ailleurs, la social-démocratie disposait de sa propre force d'auto-défense. A la fin de la guerre s'était formée une force paramilitaire, la Heimwehr, qui devint une milice antimarxiste, liée aux partis de droite (chrétiens-sociaux et nationaux-allemands) et admiratrice des fascistes italiens (et plus tard, pour une minorité, des nazis allemands). Pour la contrer, le parti-social-démocrate créa en 1923-24 le Republikanischer Schutzbund, sa propre milice d'auto-défense qui comptait 80 000 membres (soit plus que l'armée régulière autrichienne) en 1928 à Vienne et dans les zones industrielles. Les membres du Schutzbund étaient organisés en formations militaires avec des uniformes, ils étaient entraînés (notamment par des officiers ralliés au SDAPÖ), rapidement mobilisables et des stocks d'armes avaient été constitués. Ce n'était pas un service d'ordre de manifestation mais une vraie force armée.

Soldats de la Bundeswehr à Vienne, 12 février 1934. DR.



Derrière cette façade brillante, la direction socialiste était divisée mais, globalement, évoluait de plus en plus en pratique vers les positions de la Deuxième Internationale avec laquelle pourtant elle avait rompu après la guerre. Le programme de socialisation de l'économie adopté au congrès de Linz en novembre 1926 était certes très radical (et violemment dénoncé par les partis bourgeois) mais, dans le même temps, le parti adoptait la voie parlementaire.

LE TOURNANT DE 1927

L'année 1927 constitua un point tournant. Le 30 janvier, le Schutzbund avait organisé une contre-manifestation pacifique face à un rassemblement prévu par les Heimwehren dans une petite ville de province. Deux des manifestants du Schutzbund furent tués à coups de feu. Les meurtriers passèrent en jugement et furent acquittés le 14 juillet. Ce verdict déclencha une indignation immédiate parmi les travailleurs. Sentant le danger, le chef de la police viennoise prit contact avec les dirigeants sociaux-démocrates pour leur demander s'ils avaient l'intention de manifester. Ceux-ci répondirent par la négative. C'était effectivement le cas : ils avaient décidé de ne rien faire sauf un article de protestation dans l'«*Arbeiter Zeitung*». La tension était telle que vers minuit les travailleurs de l'électricité envoyèrent une délégation voir les dirigeants du parti : la coupure du courant électrique était le signal de la grève générale insurrectionnelle, ensuite les membres du Schutzbund devaient s'armer. Apprenant l'arrivée de la délégation les dirigeants du parti s'éclipsèrent⁵.

Le matin, les ouvriers déferlèrent sur le centre de Vienne. Dans un tome de son autobiographie publié en 1980, Elias Canetti, prix Nobel de littérature, alors âgé de 22 ans, étudiant et non-militant, raconte : «*Je sens encore l'indignation qui m'envahit lorsque j'eus en main le journal «Die Reichspost» [quotidien gouvernemental] ; il y avait une énorme manchette : «Un verdict justifié». (...) De tous les arrondissements de la ville, les ouvriers affluèrent en cortèges serrés vers le Palais de Justice qui, par son seul nom, incarnait pour eux l'injustice. Mon propre exemple me montra comment cette réaction était spontanée. Je partis en ville à vélo rejoindre le plus rapidement possible un de ces cortèges.*

Les ouvriers, ordinairement si disciplinés, faisant toute confiance à leurs dirigeants

sociaux-démocrates, satisfaits de leur manière exemplaire de gérer la commune de Vienne, les ouvriers agirent ce jour-là sans l'assentiment de leurs dirigeants. Lorsqu'ils mirent le feu au Palais de Justice Seitz, le maire de Vienne, montée sur une voiture de pompiers, le bras levé, leur barra la route. Son geste resta inefficace : le Palais de justice continua de brûler. La police donna l'ordre de tirer : il y eut quatre-vingt-dix morts»⁶.

Le Schutzbund, que le parti avait fini par mobiliser, eut comme seule mission de tenter de calmer la foule. Yvon Bourdet écrit que le 15 juillet 1927 peut être considéré comme «*le grand tournant et le commencement du déclin de la social-démocratie autrichienne*». Celle-ci avait progressé aux élections d'avril 1927, mais la crédibilité d'une action déterminée du Schutzbund était gravement atteinte ; le bloc des partis bourgeois appuyé par la Heimwehr prit donc l'offensive ; il employa la «*tactique du salami*» : chacune de ses actions, y compris en violation de la Constitution, ne paraissait pas assez grave pour justifier l'insurrection armée, mais marquait un recul des positions de force des travailleurs et les démoralisait. Par ailleurs, surtout à partir de 1931, la crise économique provoqua une hausse du chômage et mit en difficulté le «*modèle social*» viennois.

Dans le même temps, le glissement à droite d'une large partie de la direction sociale-démocrate et des responsables syndicaux se confirmait. Enfin, les nazis commençaient à émerger en Autriche ; partisans du rattachement, ils étaient en opposition au bloc des partis bourgeois et de la Heimwehr qui, soutenu par l'Italie, évoluait vers un «*austro-fascisme*».

VERS LA FIN

Face à la crise, les syndicats sociaux-démocrates cautionnèrent d'incessants reculs sur le terrain de la défense des salaires et des conditions de travail. Sous l'impact du chômage (en 1933, un tiers de la population active n'avait pas de travail) mais aussi de la démoralisation, les effectifs syndicaux reculèrent tandis que les provocations gouvernementales se multipliaient. Cependant, aux élections de 1930, la social-démocratie obtint encore 41,1% des suffrages.

La Heimwehr fut intégrée au gouvernement du chancelier Dollfuss. En février

1933 eut lieu une grève des cheminots. Le gouvernement répondit en utilisant l'armée, en arrêtant les grévistes et en sanctionnant les travailleurs. Le 4 mars 1932, tirant partie d'un blocage parlementaire, Dollfuss commença à gouverner par décret. Le 15 mars, il fit intervenir la police pour empêcher la réunion de l'Assemblée. La Cour constitutionnelle fut également mise hors jeu. Face à une telle violation de la Constitution, c'eût été le moment d'agir. Comme l'expliqua par la suite Otto Bauer lui-même, «*nous aurions pu riposter le 15 mars en appelant à une grève générale. Jamais les conditions de succès n'avaient été meilleures. Les masses des travailleurs attendaient notre signal (...) Mais nous avons reculé, en plein désarroi, devant le combat*».

La voie vers l'austro-fascisme était ouverte. Le 31 mars, le Schutzbund fut dissous, puis ce fut la censure de la presse, l'interdiction du parti communiste (et du parti nazi : le projet de Dollfuss était un Etat autoritaire dans une Autriche indépendante, alors que les nazis voulaient l'union avec l'Allemagne), le rétablissement de la peine de mort, la création de camps pour les opposants politiques, la destitution des directions syndicales élues. Le SDAPÖ se contentait de protestations surtout verbales. La démoralisation des travailleurs et des militants sociaux-démocrates ne cessait de s'amplifier, atteignant même le Schutzbund.

En janvier 1934, Dollfuss était désormais décidé à se débarrasser du parti social-démocrate et la direction du parti le savait. Le 21, la vente de l'«*Arbeiter Zeitung*» fut interdite et ensuite des perquisitions commencèrent pour saisir les armes du Schutzbund. Le 11 février, Fey, vice-chancelier et chef de la Heimwehr de Vienne déclarait : «*demain, nous nous mettrons au travail, et nous allons faire un travail radical*». Au même moment, les dirigeants du Schutzbund de la ville de Linz décidèrent qu'ils résisteraient à toute tentative de les désarmer. La direction du parti essaya de les dissuader mais le message en ce sens ne parvint pas à Linz et, le 12 février, les policiers qui venaient perquisitionner les locaux du parti socialiste essayèrent des coups de feu.

Devant ces nouvelles, des grèves éclatèrent spontanément à Vienne et des

Otto Bauer, théo

membres du Schutzbund allèrent chercher leurs armes. La direction sociale-démocrate était surprise. Otto Bauer et Julius Deutsch (le chef du Schutzbund) se rallièrent à la nécessité de la grève générale et de l'insurrection. Mais c'est à reculons, avec une seule voix de majorité dans la direction, que fut enfin lancé un appel à la grève générale et à la mobilisation du Schutzbund. Parallèlement, était tentée une ultime concertation avec le président chrétien-social du Land de Vienne... Pendant que les dirigeants discutaient, des heures précieuses avaient été perdues dans la confusion. Des armes furent par exemple distribuées, puis reprises car il fallait attendre...

« NOUS ÉTIIONS NOUS-MÊMES LA DIRECTION »

Tandis que les dirigeants de la droite du parti restaient passifs, à l'écart de l'insurrection, ceux de la gauche ne tentèrent pas d'organiser et de diriger une offensive. Dans ce contexte, une partie seulement des troupes du Schutzbund viennois se mobilisa effectivement. Elles furent cantonnées dans leurs quartiers. Cela laissa le temps à l'adversaire de prendre position dans la plupart des points stratégiques et de les rendre imprenables. Pourtant, un rapport gouvernemental admit plus tard que « les premières heures de l'après-midi, jusqu'à environ 14h30, avaient représenté une certaine période de faiblesse ». Si, comme c'était prévu, le Schutzbund avait à ce moment-là occupé les ponts, les gares, les postes de police, les centres de communication, etc., le rapport de force militaire aurait été différent.

Le prix à payer pour une mobilisation spontanée et improvisée, tardivement avalisée sans enthousiasme par la direction centrale, fut la démobilisation de larges secteurs et une mauvaise coordination entre les différents groupes insurgés. La grève générale fut un échec : la peur de perdre son travail pour un mouvement sans espoir était la plus forte. Les groupes du Schutzbund furent invités à se retirer dans les cités ouvrières. Un contemporain présent à Vienne insiste sur le fait que, contrairement à 1927, « ce ne seraient pas les travailleurs qui descendraient vers le centre,

mais au contraire, les soldats du gouvernement qui gagneraient les faubourgs habités par les travailleurs »⁸.

Le mouvement était largement livré à lui-même. Une formule résume la situation ressentie par bon nombre de combattants : « nous étions nous-mêmes la direction »⁹. L'armée se lança à l'assaut des quartiers ouvriers de Vienne. Les travailleurs et les militants se défendirent avec courage, immobile par immobile, au point que le gouvernement décida d'avoir recours à l'artillerie. Des combats aussi violents se déroulèrent à Graz, à Steyr et dans de nombreuses villes industrielles. Les forces de répression mirent quatre jours à venir à bout de l'insurrection. Le nombre des morts du côté des combattants du Schutzbund et de la population ouvrière s'éleva à plusieurs centaines, tandis que répression et intimidation s'abattaient dans l'ensemble de l'Autriche.

L'expérience de l'Autriche de 1918 à 1934 est riche d'enseignements, tant dans ses différentes étapes que dans son aboutissement. La fin héroïque de Vienne la Rouge contraste avec l'effondrement en 1933 du mouvement ouvrier allemand, social-démocrate et communiste. Après la défaite de 1934 vint, en mars 1938, l'Anschluss (rattachement à l'Allemagne nazie). L'austrofascisme lui avait ouvert la voie. □

1 Kurt Landau, « La guerre civile en Autriche », 1934, réédité en 2008 par les Quaderni Pietro Tasso.

2 Le parti autrichien avait conservé le nom adopté lors de sa formation : Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs, SDAPÖ. De 1921 à 1923, il a impulsé une Internationale intermédiaire entre l'Internationale socialiste (considérée comme réformiste) et l'Internationale communiste (caractérisée comme inféodée aux Soviétiques). En 1923, cette Internationale « 2 1/2 » fusionna avec l'Internationale socialiste.

3 Roman Rodolsky, « La situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la politique des sociaux-démocrates ». Ce texte a été publié en français par « Critique communiste », n° 8-9 de septembre-octobre 1976.

4 Yvon Bourdet, « Otto Bauer et la révolution », EDI, 1968.

5 Selon une version vraisemblable, les dirigeants partirent par l'ascenseur pendant que les ouvriers montaient par l'escalier. Cf. « Otto Bauer et la révolution ».

6 Elias Canetti, « Histoire d'une vie. Le flambeau dans l'oreille », Albin Michel, 1982, pages 258-259.

7 Cité par Henri Marnier, « Il y a 80 ans, l'insurrection ouvrière du 12 février 1934 en Autriche », Lutte ouvrière, 28 février 2014.

8 George Clare, « Dernière valse à Vienne », Payot, 1984, page 162.

9 Cité par Irène Etzersdorfer, « Février 1934, dissolution des structures démocratiques en Autriche », Austriaca-Cahiers universitaires d'information sur l'Autriche, juin 1988.

Vienne était au début du 20^e siècle un foyer essentiel et original de la pensée marxiste. La figure essentielle de cet « austromarxisme » était Otto Bauer.

Celui-ci a d'abord été connu pour ses travaux sur la question nationale, où il a développé le principe d'autonomie nationale culturelle, visant à garantir les droits nationaux des différentes populations d'un Etat et conçu comme une alternative au séparatisme. Après la guerre, devenu le principal théoricien de la social-démocratie autrichienne, Bauer se situait dans la gauche du parti¹. Ses positions furent violemment critiquées par la Troisième Internationale et Trotsky. Néanmoins, au-delà des réponses qu'il a apportées, certaines des questions qu'il soulevait restent d'actualité : articulation entre prise du pouvoir et transformation socialiste, rôle des élections, temporalité du processus révolutionnaire.

Bauer part d'un constat : la révolution politique (la prise du pouvoir) n'est que la préface de la révolution sociale. « La révolution politique peut être l'œuvre d'un jour », écrit-il, alors que la révolution sociale ne peut s'accomplir de façon aussi soudaine. Il faut du temps pour que les travailleurs s'approprient l'appareil productif, le maîtrisent, le transforment. « Aussitôt le pouvoir conquis, le prolétariat a devant lui des devoirs tout nouveaux (...) Car la révolution politique ne peut guère, comme Marx l'a dit, que « libérer les éléments de la société future » ». Cette conception est exposée dans « La marche vers le socialisme », que Bauer publie en 1919.

A cette époque, il ne croit pas en l'efficacité de la voie parlementaire : « Cette conception n'a rien à faire avec les illusions des révisionnistes à l'esprit étroit ou des réformistes d'hier ou d'avant-hier (...) la révolution sociale suppose la conquête du pouvoir politique par le prolétariat : et le prolétariat n'a pu et ne peut absolument conquérir le pouvoir coercitif d'Etat que par des moyens révolutionnaires ». Mais en 1919, Bauer considère que le moment n'est pas favorable pour la prise du pouvoir (même si elle serait possible), et qu'il faut donc attendre. Ce qui indigna Trotsky, qui y voit un renoncement majeur camouflé par des raisonnements savants : « Un austro-marxiste est intarissable quand il s'agit de rechercher les causes qui font obstacle à l'initiative et rendent plus difficile l'action révolutionnaire. Le marxisme autrichien est la théorie savante et hautaine

théoricien de la « révolution lente »

PAR HENRI WILNO

de la passivité et des capitulations.»³ D'autant que Bauer accumule les conditions préalables à la mise en œuvre de la transformation socialiste de l'économie.

L'instrument de la prise révolutionnaire du pouvoir (quand le moment y sera favorable) sera le *Schutzbund*, milice armée créée en 1923 et qui comptera jusqu'à 80 000 membres. Dans un deuxième temps, Bauer se rallie à la voie parlementaire. Le pouvoir sera conquis lorsque les socialistes obtiendront la majorité des voix et la transformation sociale pourra ainsi être engagée dans des conditions plus favorables qu'après une guerre civile. Il ne s'agit plus de conquérir le pouvoir par la violence mais de défendre les institutions de la République car « quand la bourgeoisie s'apercevra (...) que la République donne au prolétariat la possibilité de renverser sa suprématie par le moyen pacifique et conforme à la constitution du bulletin de vote, elle tentera de renverser la République par la force pour

sauver sa suprématie de classe ». Cette stratégie de la violence défensive est adoptée par le parti en 1926. Le *Schutzbund* doit donc « préparer les ouvriers et les maintenir prêts ». Mais là aussi, la question se pose : à quel moment les attaques de la bourgeoisie sont-elles considérées comme justifiant la riposte armée ? Ni en 1927, ni en 1933, la direction du parti ne considéra que le temps de l'action était venu. En février 1934, les conditions étaient moins favorables et de plus la direction du parti se trouvait divisée...

A propos de 1927, Yvon Bourdet remarque : « pour des théoriciens [il vise ici Otto Bauer], la protestation populaire contre cet inique verdict populaire [le jugement avait été rendu par un jury populaire et les socialistes étaient en faveur des jurys populaires] n'était pas une bonne occasion ; les leaders sous-estimaient le fait qu'il n'y a presque jamais de « bonnes occasions » ou, en tout cas, qu'elles ne se présentent presque jamais

comme on les attend, ou comme il le faudrait. Mais, pour des marxistes, cette « imperfection » des conditions devrait être admise en principe puisque la praxis n'est pas simple application de la théorie mais théorie elle-même... ».

Plus polémique, mais plus proche des événements, Kurt Landau parle d'« utopie bureaucratique » et du fait que dans l'attente du « jour mystique où la direction s'écrierait : « Grève générale ! Aux armes ! »... Ils [les dirigeants] empêchèrent démonstrations et grèves ; mais ils faisaient soigneusement graisser les armes et les mitrailleuses cachées, pour les empêcher de rouiller ». □

1 Le fait que Bauer était à la gauche du parti peut être nuancé. Karl Renner (figure de la droite du parti) a dit en 1930 : « aujourd'hui, dans le Parti, Otto Bauer est au centre, Hilferding et moi à droite, et Max Adler à gauche ». Mais Adler était sensiblement plus marginal. En 1927, Max Adler était en désaccord avec la ligne majoritaire. Voir sur Max Adler : <http://www.critique-sociale.info/906/brochure-sur-max-adler/>

2 Le texte d'Otto Bauer est extrait de « Otto Bauer et la révolution ».

3 « Terrorisme et communisme », Léon Trotsky, 1920.

DR.



Ne pas laisser le monopole de la raison à nos ennemis

PAR HUBERT KRIVINE

Après deux contributions dans notre numéro (53) du mois d'avril, le débat sur la science et le relativisme, engagé dans le dossier de décembre dernier (n° 49), se poursuit et s'élargit...

Le dossier « Science » du numéro 49 a suscité une contribution et une polémique. Je partage l'essentiel de la contribution portant le joli titre « *Le relativisme comme adversaire, le capitalisme comme ennemi* ». Avec peut-être un bémol sur le passage suivant : « elle [la science] ne progresse pas de façon graduelle vers des théories de plus en plus vraies. Elle alterne des périodes de stabilité (la « science normale » selon l'épistémologue Thomas Kuhn) où les paradigmes en place font consensus et des périodes de crise où la légitimité de ces paradigmes est remise en cause... ». La phrase est ambiguë parce que trop synthétique : je crois qu'il faut bien affirmer que la science progresse vers des théories de plus en plus vraies ; c'est précisément une caractéristique que les mythes et les religions ne possèdent pas.

PROGRÈS SCIENTIFIQUE ET PARADIGMES

Maintenant, que cette progression se fasse souvent avec des sauts est tout aussi certain. Mais quels que soient les mérites de Kuhn (1922-1996) comme historien des sciences, sa théorie du changement de paradigme ne me semble pas éclairante dans bien des cas. Pour Kuhn, une science normale se développe tranquillement à l'intérieur d'un paradigme (ensemble des connaissances et croyances de l'époque), puis de temps en temps éclatent des révolutions par lesquelles un paradigme chasse l'autre. L'exemple emblématique serait le passage du géocentrisme de Ptolémée à l'héliocentrisme de Copernic. Mais la philosophie de Copernic est bien toujours celle d'Aristote : ce qu'il reprochait à Ptolémée étant de ne pas être suffisamment aristotélien en abandonnant, avec son système compliqué d'épicycles, le paradigme du mouvement circulaire uniforme des planètes, impossible à maintenir avec une Terre fixe, centre de l'Univers.

En tout cas, la thèse de « l'incommensurabilité des paradigmes », c'est-à-dire l'impossibilité d'en juger un à la lumière de l'autre, quelquefois invoquée, est clairement démentie : on peut parfaitement comprendre la physique de Newton dans le cadre de la relativité. Comme souvent dans l'histoire de la physique, le progrès scientifique a consisté à préciser le domaine d'application d'une théorie ; soit en la bornant pour la faire apparaître comme un cas limite d'une théorie plus vaste et plus générale, soit en la généralisant (par exemple, la loi d'attraction de Newton : de la pomme à l'Univers !). A la limite, cette « incommensurabilité des paradigmes » est la porte ouverte à la reconnaissance d'une égale validité aux mythes (religions, superstitions) et aux connaissances scientifiques ; ce qui est évidemment à mille lieux des positions des auteurs.

A NOUVEAU SUR LE RELATIVISME

La popularité du relativisme sociologique en science est surtout due au fait qu'il introduit un recul critique et souvent salutaire dans l'examen de ce qui est ce fourre-tout, appelé indifféremment par Bruno Latour science ou technoscience. Il y place pêle-mêle la théorie de la relativité, la justification de la construction d'un métro Aramis, les affirmations du Pentagone sur les missiles de croisière MX. Nous avons longuement explicité dans notre article « *La science n'est pas un « discours » comme un autre* » la nécessité de distinguer la science et sa mise en œuvre. Il est vrai qu'il est difficile de tracer une frontière nette entre science et non-science, et ce, d'autant plus qu'on prétend le faire en général, comme Popper (1902-1994) s'y est notoirement essayé. Remarquons que les situations particulières offrent souvent moins de problèmes : on n'a pas besoin d'une définition achevée de la démarche scientifique pour savoir que la thèse de sociologie de madame Teissier¹, astrologue de son état, est une escroquerie intellectuelle permettant une escroquerie tout court.

Cette difficulté à établir la « démarcation » est aussi vraie dans bien d'autres domaines, par exemple entre honnêteté et malhonnêteté, ou entre justice et injustice : les secondes se parent toujours des plumes des premières. Cette difficulté

peut engendrer une forme de cynisme généralisé : comme il n'y a ni « vraie » science, ni « vraie » justice, tout est permis². Il n'empêche, à moins de se contenter d'une production purement littéraire – voire mondaine –, il est indispensable d'établir cette différence dans l'activité pratique du scientifique et du citoyen. Quand Testart avait affirmé « *à la science on peut faire dire n'importe quoi* », il avait tort : quand des scientifiques disent « n'importe quoi », ce qui arrive, il faut montrer qu'ils ont quitté le terrain scientifique où précisément « n'importe quoi » n'est pas possible.

Revenons maintenant à la polémique contenue dans le texte « *S'approprier la science, continuer le débat...* » Elle a un rapport – indirect – avec le relativisme.

Je penserais que « *la technique est neutre socialement* ». Mais je ne parle jamais de « technique », mot confus ici (comme lorsque Bruno Latour parle de la technoscience), mélangeant science et applications. J'ai distingué soigneusement :

- a) la science comme ensemble des connaissances acquises et mode rationnel de compréhension du monde matériel (voire social), qui est neutre,
- b) ses applications.

C'est cette confusion que les camarades manifestent quand ils écrivent qu'« *il faut donc refuser les techniques aliénantes et celles dont les conséquences en cas de catastrophes (par exemple : les OGM, l'électronucléaire, les nanotechnologies, etc.) remettraient en cause la possibilité même d'un « bien-vivre » pour l'humanité.* » Les OGM (voir l'article de Cellier dans ce même numéro) ont permis de fort bonnes choses (par exemple la production d'insuline pour lutter contre le diabète, la fabrication de dépolluants écologiques...), par contre les PGM Monsanto présentent des conséquences sociales catastrophiques et possiblement des risques écologiques à long terme. On doit s'y opposer.

Les nanosciences ouvrent des pans entiers de connaissances sur la structure de la matière. Bien sûr, les nanotechnologies présentent des risques même s'ils sont encore mal connus, mais le principe de précaution que les auteurs semblent invoquer doit toujours s'appliquer dans les deux sens : le refus de toute nanotechnologie est-il moins risqué ? Faut-il a priori abandonner la piste prometteuse de nouveaux

médicaments, de nouveaux catalyseurs chimiques³, de nouveaux matériaux? D'où tient-on qu'une société non fondée sur le profit et non bureaucratisée serait incapable de peser le pour et le contre? En bref, on peut (on doit) être contre TF1 sans bannir la télévision.

Considérer qu'en soi (c'est-à-dire dans n'importe quelle société) le nucléaire, les OGM ou les nanotechnologies sont à bannir, c'est faire endosser aux militants un costume d'expert qu'ils sont – à juste titre – incapables d'assumer. C'est les obliger à défendre, chiffres à l'appui, qu'à coup sûr les avantages des applications que ces découvertes scientifiques permettent (ou permettront) l'emportent sur ses inconvénients. C'est une bataille

purement technique qu'il n'est pas aisée de remporter face aux «spécialistes» de Monsanto ou du lobby nucléaire. Ce n'est pas le bon terrain.

CRITIQUER LES TECHNOLOGIES OU LA SOCIÉTÉ ?

L'alpha et l'oméga du capitalisme est la recherche du profit maximum. Ni plus, ni moins. Son horizon est nécessairement limité et il ne peut pas planifier le long terme; il n'a aucun instrument pour le faire. Les sécurités et les contrôles sévères qu'impliquent des applications potentiellement dangereuses de la science peuvent exister sous son règne (surtout dans les régimes «démocratiques», où l'opinion publique a un certain poids)

mais ces mesures, contradictoires avec la logique du marché, seront toujours considérées comme des empêchements de tourner en rond. Elles risquent de ne pas peser lourd (pour ne pas parler des pays à capitalisme sauvage!)

Ce n'est pas la critique des technologies qu'il faut mettre en avant, mais celle de la société chargée de leur mise en œuvre éventuelle. Sur cette base on peut être contre le nucléaire dans notre société, mais pourquoi être fermé sur «le nucléaire socialiste»? Pourquoi penser par exemple qu'on ne pourra jamais domestiquer la fusion nucléaire ou fabriquer des «incinérateurs» qui transmutent les déchets nucléaires?

Sans vouloir utiliser un argument d'autorité, qu'oppose-t-on à la formule synthétique de Lénine: «*Le communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification*»? Le pouvoir des Soviets (c'est-à-dire le pouvoir aux mains des producteurs)? L'électricité (c'est-à-dire le développement des forces productives), ou bien l'idée – très erronée – que le réseau électrique est nécessairement centralisé? Là, on rejoint un vrai désaccord: remplacer l'anticapitalisme par l'antiproductivisme⁴ ne résout rien. C'est un concept paresseux et flou⁵ qui tente d'unifier la critique des modes de production capitalistes et de ce que furent les sociétés du «socialisme réellement existant».

Se proclamer «antiproductiviste» ne coûte pas cher, toute sorte de bourgeois peuvent s'en revendiquer. Encore une fois, le capitalisme ne produit pas pour produire – même s'il peut en donner l'impression – mais pour le profit. Ce qui ne le conduit pas à produire trop, mais mal (et même, en période de crise, éventuellement moins!) Cette lutte contre le productivisme a pour logique «la décroissance», ou le rappel moral à ce que les «pays riches», responsables de la misère du monde pauvre, consomment moins. Derrière une radicalité apparente, dont certains détails peuvent toucher juste, c'est une logique qui met la lutte des classes au second plan, ce qui n'est certainement pas notre logique. □

1 Dont le chapitre III s'intitule «Des preuves irréfutables en faveur de l'influence planétaire».

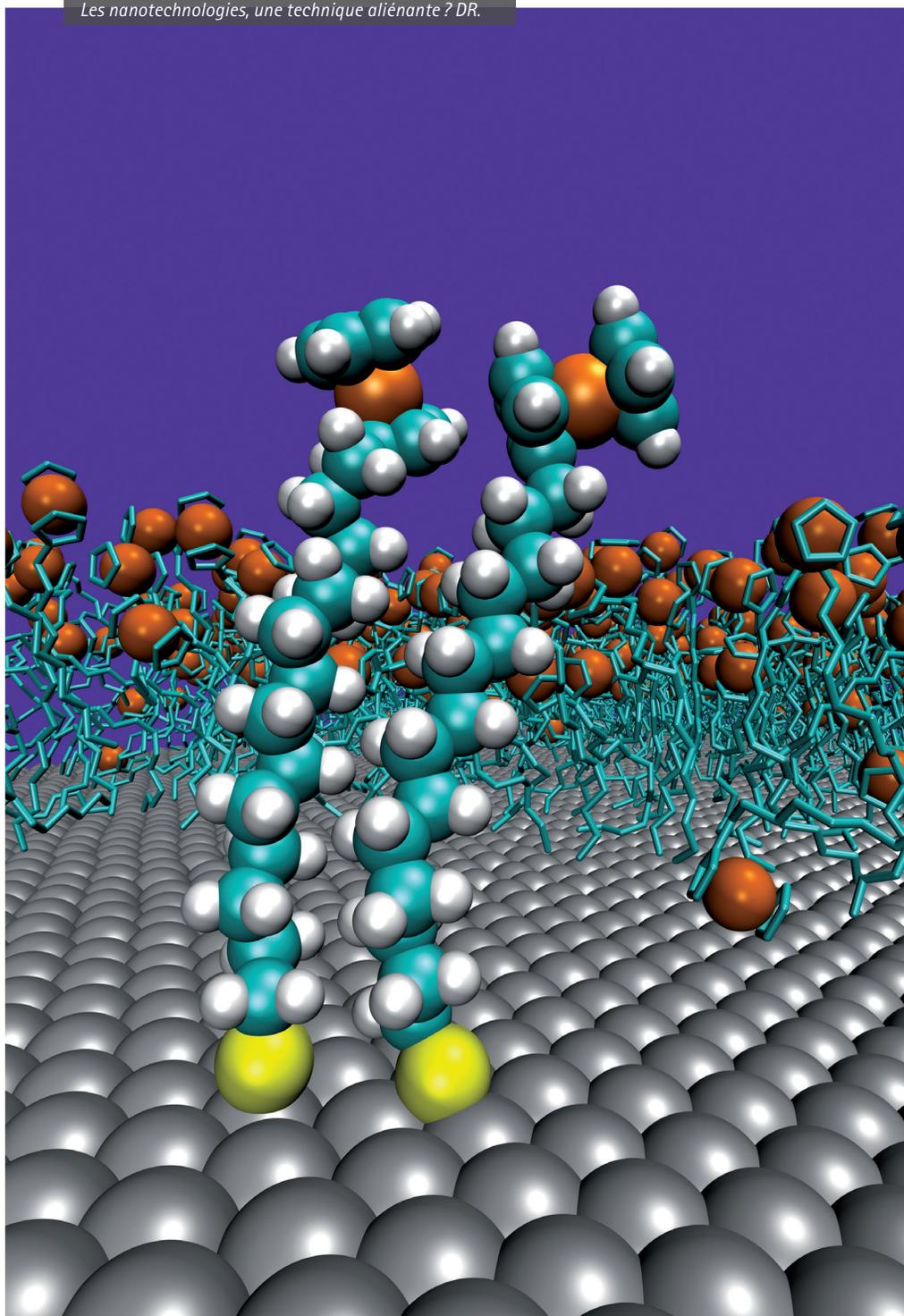
2 La formule provocatrice de Feyerabend (1924-1994), *Anything goes* (Tout est bon), peut être quelque fois stimulante, mais elle ne constitue pas une méthode – ce qui est loin d'être un inconvénient pour ce philosophe.

3 C'est par exemple une voie étudiée pour stocker l'énergie électrique intermittente, qui constituerait un progrès écologique remarquable.

4 Voir, sur ESSF, le texte de Catherine Samary «Des dégâts du «productivisme» à la planification écosocialiste autogestionnaire» (article n° 29445).

5 Un peu comme le «totalitarisme».

Les nanotechnologies, une technique aliénante? DR.



Brésil: non, ils ne se calment pas!

PAR YANN CÉZARD



DR.

«**L**e Brésil, faites un effort pendant un mois, calmez-vous! Si les Brésiliens peuvent attendre un mois avant de faire des éclats un peu sociaux, ce serait bien pour le Brésil et pour la planète football, quoi». A cette infecte leçon de morale du président de l'UEFA, Michel Platini, et aux leçons de patriotisme d'un autre multimillionnaire du foot, Pelé, le peuple brésilien répond par un gigantesque bras d'honneur.

Le 15 mai 2014, un an après les manifestations massives de juin 2013, et à quatre semaines du début de la Coupe du monde, des professeurs, des chauffeurs de bus, des agents du métro, des métallos, des chômeurs, des étudiants, des dizaines de milliers de Brésiliens ont manifesté «*contre la Coupe de merde*». A Belém, le bâtiment où était exposé le trophée de la Coupe du monde a été caillassé par des centaines de manifestants. La tournée de la sainte relique à travers le pays a été suspendue provisoirement. Puis, le 22 mai, après une journée de grève... des policiers pour les salaires, Sao Paulo a été secouée par une grande manifestation du Mouvement des travailleurs sans toit (MTST), à laquelle s'est ralliée une multitude de mouvements sociaux, comme par exemple le «*mouvement pour les transports libres*» (gratuits) et les «*comités populaires de*

la Coupe». Tous ensemble pour scander: «*Copa sem povo: tô na rua de novo*» (Coupe du monde sans le peuple, me voilà de nouveau dans la rue) et «*Fifa Go Home! Copa para quem? Não vai ter copa!*» (Fifa, rentre chez toi! Pour qui est cette Coupe du monde? La Coupe du monde n'aura pas lieu). Un dirigeant du MTST déclarait au début de la manifestation: «*Nous sommes ici contre la Coupe. Contre les dépenses énormes en faveur du Mondial, alors que nous n'avons ni logement, ni santé, ni rien*».

Au Brésil, la croissance qui ne profitait guère qu'aux plus riches est en berne, le chômage monte, les transports sont lamentables et leurs tarifs s'emballent, l'éducation et la santé sont complètement déficientes. Mais pour construire douze stades et toute sorte d'infrastructures destinées au Mondial, l'Etat a dépensé plus de dix milliards d'euros. Par rapport aux prévisions initiales, la facture a doublé puis triplé. Personne n'est dupe: les industriels du BTP et les politiciens s'en sont mis plein les poches, en attendant que la FIFA elle-même empoche deux ou trois milliards de bénéfices.

Après une tournée de la FIFA, au cours de laquelle son représentant a exhorté les autorités à «*se donner des coups de pied aux fesses*», les travaux se sont

accélérés. Et huit ouvriers sont morts, un par mois, écrasés par un bloc de béton, tombé d'un échafaudage, électrocutés. La spéculation effrénée autour du Mondial a provoqué l'expulsion de 250 000 personnes, contre une indemnité souvent dérisoire, et une flambée des prix de l'immobilier qui empêche tout relogement. A Sao Paulo, 4 000 familles organisées par le MTST vivent dans un vaste campement de tentes rebaptisé «*Coupe du peuple*». Elles ont été contraintes de quitter leur quartier en raison de la hausse des loyers provoquée par la construction du nouveau stade de la ville. Comme 99 % des Brésiliens, elles ne pourront même pas se «*consoler*» en y allant voir jouer les plus grandes équipes: le prix du billet est évidemment inaccessible.

Alors n'en déplaise à Platini, beaucoup de Brésiliens sont bien décidés à se mobiliser dans le mois qui vient. La Coupe du monde fait se rencontrer le monde entier, comme nous le disent les pubs de la FIFA? Cette fois, elle pourrait bien unifier toutes les révoltes du peuple brésilien.

C'est ce que nous dit cette peinture réalisée sur une école de Sao Paulo par l'artiste de rue Paulo Ito: le peuple brésilien n'accepte plus de n'avoir qu'un ballon dans l'assiette. □